

L'IMPRIMERIE A NICE
De 1860 A LA GUERRE
DE 1914-1918

Suzanne CERVERA

*« L'imprimerie a fait de rapides progrès.
L'art l'a prise et soudain, de ses fortes mamelles,
La presse aux mille voix, aux cent mille nouvelles,
A fait des droits de tous les droits les plus sacrés.
A nous gloire et fierté,
C'est à l'imprimerie,
Reine de l'industrie,
Que la mère patrie
Doit ses beaux jours de liberté ! »¹*

● Innovations et mutations d'un secteur de pointe

Dans les années qui précèdent la Grande Guerre, Nice s'impose comme l'une des capitales de la culture européenne. Carrefour cosmopolite et raffiné, elle attire, pendant sa saison d'hiver, tout ce que le continent compte de mondain, de savant, de fortuné, de politique. En témoignent villas, clochetons, hôtels, qui longent le littoral et trouent de blanc la verdure des collines, mais aussi les nombreuses publications émanant de l'imprimerie locale, qui devient le second poste d'emploi industriel après le bâtiment². Révélatrice des mutations techniques, sociales et économiques à l'aube du siècle nouveau, de la difficile transmission des connaissances au milieu de tant d'avancées, laboratoire de la complexité des phénomènes de modernisation et des réticences humaines, l'imprimerie évolue du luxe et de l'exceptionnel à une production plus courante, de la petite entreprise artisanale à l'industrie indispensable, d'un rythme saisonnier à l'année tout entière. Elle se déplace en quarante ans des petites officines de la vieille ville en de grands ateliers proches de la gare et des nœuds routiers avant que de plus vastes entreprises n'implantent leurs rotatives en banlieue pour la grande presse et la production de documents administratifs. Flexibilité et adaptabilité se révèlent indispensables à l'organisation de plus en plus capitaliste de l'invention de Gutenberg. La grande originalité de leur métier fait des typographes l'avant-garde des travailleurs. En effet ils manifestent dès le début du XIXe siècle le désir de supprimer la séparation entre patronat et ouvriers par la coopération et la négociation dans des commissions paritaires. Aussi leurs revendications salariales seront toujours raisonnées et l'élaboration régulièrement révisée d'un «Tarif», même si le département des Alpes-Maritimes présente des conditions particulières, évitera l'excès de situations conflictuelles. Enfin la solidarité de camarades très proches et fortement dépendants les uns des autres impliquera la création de sociétés de secours mutuel laïques dès le premier quart du XIXe siècle.

Avec l'étude de ce secteur économique, occulté par l'éclat du bleu azuréen, de ses fêtes, et la prééminence du tourisme dont il était pourtant l'une des composantes, nous quitterons les salons qu'éclairaient le gaz de ville, puis la fée Electricité, où tourbillonnaient les couples fortunés, brillaient les beaux esprits et potinaient les publicistes, pour les sous-sols humides et mal éclairés de la vieille ville ; les typographes, noctambules d'un univers de plomb, y préparaient les casses³ et poussaient les presses, avant d'être en majorité remplacés par des machines.

Sensible aux changements politiques qui avaient marqué l'histoire du Comté de Nice depuis la Révolution française, le secteur de l'imprimerie et de l'édition niçoise était passé

¹ La *Typographienne*, hymne des imprimeurs, paroles d'Auguste Bouchet, musique d'Edmond Bonnet, chantée pour la première fois lors du banquet typographique du 15 septembre 1844.

² Ce constat n'apparaît pas dans l'étude du recensement faite par Christian Siffre qui déblaie le sujet de l'emploi, «Le recensement de 1891: Photographie de la population azuréenne», *Recherches régionales*, N°1, 1995.

³ Casier posé sur un pupitre et contenant des caractères de plomb assemblés dans un composteur. Les presses, elles, sont conduites par un conducteur et un margeur ; le receveur est généralement un apprenti.

d'une relative et discrète prospérité, fondée sur l'impression d'ouvrages de qualité et d'érudition, classiques de littérature latine et italienne, de droit, et, dans une moindre mesure, de religion, à une situation de concurrence par les grands centres français et italiens, Avignon, Lyon, Turin. Le numéro spécial de *Nice-Historique* consacré en 1992 à une « *Histoire de l'imprimerie niçoise* » et à l'exposition organisée au Palais Masséna sur le même thème, a mis l'accent sur les principales officines de la fin du XVIII^e siècle, celles de Gabriel Floteront, des Cougnet père et fils, ainsi que sur l'existence de la Société typographique, montrant à Nice comme ailleurs la nécessité pour ces petites entreprises d'une forme de coopération combinant capitaux, savoir-faire, transmission du métier et du matériel. La presse, étroitement surveillée sous l'Empire, se limita à un seul journal politique⁴; les parutions en langue française connurent un essor bien timide. Ce premier âge d'or de l'imprimerie niçoise, qu'accompagnaient en amont la fabrication de papier, la fonderie de caractères de plomb, la fabrication des encres, la gravure pour les illustrations comportait en aval l'art de la reliure, la librairie et la distribution. Le tout avait été relativement affranchi par la législation libérale du *Statuto* du 4 mars 1848, atténuée en 1862 par la pratique des avertissements et de l'autorisation préalable. Auguste Burnel rédacteur de la *Revue de Nice*, nous dépeint ainsi dans son guide «*Nice*» publié en 1857 par la Société typographique la situation de la lecture et des cabinets littéraires qui diffusaient les brochures et exposaient les peintures très recherchées des artistes locaux; en profitaient essentiellement les hivernants cultivés, encore s'abonnaient-ils très peu à titre individuel à une presse cosmopolite coûteuse : «Nice a une bibliothèque publique excellente, des cercles parfaitement organisés et plusieurs cabinets littéraires très bien servis. M. Charles Cauvin, rue du Gouvernement, MM. Bianchi et Faraud, près le Pont Vieux, M. Delbecqui, rue du Pont Neuf (actuelle Librairie papeterie Rontani), M. Charles Giraud, rue Masséna, tiennent la librairie française et étrangère. Ce dernier a un cabinet pour la lecture des journaux. Au dessus de tout, je recommande à l'étranger la maison Visconti. C'est sans contredit un des établissements les plus complets que l'on puisse rencontrer en Europe.»

La réunion à la France modifia les circuits d'approvisionnement de papier, de production et de vente au profit des circuits commerciaux français. Seules subsistèrent du passé la Société typographique (Librairie, imprimerie, lithographie et taille douce), l'imprimerie Canis soutenue par un commerce de librairie, l'Imprimerie Caisson et Mignon, et l'imprimerie Suchet. Imprimerie, presse et librairie étaient contrôlées par le préfet⁵. Le colportage, particulièrement fourni en partitions musicales et brochures satiriques, s'intensifia. Officiellement libre à partir du décret de septembre 1870, l'une des premières décisions de la république, l'imprimerie niçoise bénéficia surtout, comme le reste de la France, de l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881, qui remplaçait les obligations antérieures par la responsabilité d'un gérant, en général l'imprimeur lui-même, et le dépôt légal de quatre exemplaires de la production imprimée, permettant la sauvegarde des textes. Le prix de la presse, devenu peu à peu la principale production imprimée, baissa, même celui de la presse de luxe. Devenus accessibles à tous, les journaux se retrouvèrent dans les gares, les kiosques, les salons des hôtels, et purent être consultés sur leurs lieux de parution, provoquant le déclin des bibliothèques de lecture comme le salon Visconti.

⁴ Nadine Bovis-Aimar «Les débuts de la presse en langue française dans le Comté de Nice et les Alpes-Maritimes», «L'Imprimerie Niçoise», *Nice Historique*, 1992.

⁵ Archives départementales des Alpes Maritimes, 2 T 1.

• Les mutations : de la vieille ville aux quartiers en devenir

Cette législation libérale, l'accès d'un plus grand nombre à la lecture, la politisation du message imprimé et du public, l'allongement de la saison d'hiver, expliquent la brusque floraison locale du secteur de l'imprimerie, en même temps que son passage de producteur d'objet de luxe à celui de diffuseur de culture courante. Diverses sources documentaires nous permettent de nous faire une idée du nombre d'établissements que compta la région entre 1860 et 1914. *L'Indicateur de Nice, des Alpes Maritimes et de la Principauté de Monaco* publiait les titres et enseignes des commerçants qui payaient l'insertion d'une « propagande », c'est-à-dire d'une publicité. Il nous signale en 1865 neuf ateliers à Nice ⁶, nombre porté à vingt-trois en 1883, conséquence de l'essor de la presse après le vote des lois de liberté de 1881. En 1903, avec Antibes, Cannes, Grasse, Beaulieu-sur-mer, Beausoleil et Menton, la région, d'après la même source, compte une quarantaine d'officines, une cinquantaine en 1913. Ces données sont à peu près confirmées par le *Bulletin trimestriel de la Chambre syndicale des typographes*, 19e section de la Fédération française des Travailleurs du Livre, édité par la Bourse du Travail de Nice, qui, dans son exemplaire du deuxième trimestre 1920, décompte 53 imprimeries à Nice et dans la région avant 1905, dont il ne subsisterait que quinze en 1920. En 1936 63 imprimeries existaient de nouveau à Nice, sans compter celles de Monaco, Beausoleil et Menton, comportant au moins 450 ouvriers syndiqués.⁷

Entre 1880 et 1899, avant la généralisation des machines à moteur, la plupart des imprimeries, ateliers minuscules, certains spécialisés dans l'édition rare et les hebdomadaires mondains, se côtoient au centre, à la limite de la vieille ville, dans les quartiers que fréquentent les hivernants et pour lesquels certaines constituent, lorsqu'elles se doublent d'un cabinet de lecture dans la tradition de la librairie Visconti, un lieu de distraction; c'est un vrai quartier de la presse qui attire les personnalités : cinq officines se situent entre la descente Crotti et le quai des Etats - Unis, une rue Halévy, tout près de la Promenade des Anglais et du Jardin public ; une dizaine se groupent entre l'avenue de la Gare, le boulevard Dubouchage et la rue Gioffredo. Deux officines un peu excentrées sont installées rue d'Italie et rue Longchamp. L'imprimeur vit au dessus de son installation dans un appartement de deux ou trois pièces simplement meublé; la servante occupe une mansarde. Au rez-de-chaussée, les presses mécaniques et les presses traditionnelles, au premier étage c'est le domaine des compositeurs avec leurs ateliers ou boîtes. La main d'œuvre loge sur place dans des

⁶ Succédant à un bordereau du 5 novembre 1860 qui confrontait en deux colonnes la liste des imprimeurs et libraires de la région et leur état d'esprit (« italien », « italianissime », « mazzinien », « bavard sans consistance », « sans opinion », « d'opinion française »), une enquête de la préfecture des Alpes-Maritimes se proposa de faire participer les imprimeurs à la discussion de la loi du 11 mai 1868 sur la presse ; ce début d'enquête fut utilisé dans l'« *Etat des Imprimeurs et Libraires existant dans le Département des Alpes-Maritimes dans l'Année 1872, modifié au 1^{er} janvier 1880* » et transmis au Ministère de l'Intérieur. La liste que nous donnons est limitée aux imprimeurs et lithographes :

Gauthier Victor Jacques, Descente de la Caserne depuis 1864

Dalmet Jean Baptiste, 7 Rue du Pont Neuf depuis 1872

Cauvin Charles, 6 Rue de la Préfecture depuis 1860

Faraut François, 9 Rue du Pont Neuf depuis 1853

Giletta Alfred, 9 Rue des Ponchettes depuis 1861

Barban Vincent, 2 Place des Phocéens depuis 1875

Berna A. B., 9 Boulevard du Pont Vieux depuis 1872

Luleain Antoine, 1 Promenade du Cours depuis 1871

Davin Paul, 1 Rue Bréa depuis 1861

Léa Jean Ludovic, 12 Rue Gioffredo depuis 1868

Vincent (L. et Cie), Cannes depuis 1873

Marie Bernard, abbé de Lérins, Cannes depuis 1873

⁷ *L'ouvrier du Livre niçois*, 15 avril 1937.

mansardes sans eau et sans confort au dessus des officines, ou plus loin, vers Riquier, le quartier Saint-Etienne et la route de Turin, et vers Magnan.

Mais l'essor de la presse amène de grandes transformations en modifiant le travail des imprimeurs : le poids, la taille, le bruit des machines, le développement de l'automatisme nécessitent des locaux plus vastes, plus solides, mieux isolés ; le patrimoine industriel se révèle mal transmissible car rapidement dépassé. La distribution régionale des grands quotidiens impose le voisinage de la gare. Entre 1900 et 1914 on assiste à une évolution des entreprises, souvent groupées en sociétés car un particulier ne dispose pas de capitaux suffisants pour s'adapter aux tirages soutenus d'une presse à la parution régulière et à la diffusion importante ; quotidiens d'information et politiques, journaux sportifs spécialisés deviennent l'essentiel de la production imprimée. Il leur faut laisser les immeubles du centre, à forte valeur immobilière, mais vétustes, pour des locaux spacieux et solides plus propices à des installations industrielles lourdes. Dans l'hebdomadaire *Fraternité* du 7 février 1911, que publient les Francs-maçons de Beausoleil, Etienne Ghilini, un typographe, remarque, évoquant une forme de ségrégation dans l'occupation du territoire de la ville : « Deux grandes divisions qu'aucune convention n'a établie, que nul texte n'oblige à respecter existent cependant en fait, les pauvres d'un côté et les riches de l'autre. Les pauvres bougres, petits ouvriers ou petits patrons se tiennent généralement dans des carrefours ou des places secondaires, abandonnant les belles promenades et le haut du pavé aux gens aisés. Les grandes avenues, les belles places sont à tout le monde. Pourquoi les pauvres ne s'y risquent-ils pas ? »

Cette évolution dans l'espace accompagne le déclin relatif de la vieille ville. Ainsi disparaît la proximité géographique entre le monde littéraire et le monde ouvrier qui va s'accuser avec la dématérialisation de la transmission, départ ou disparition des entreprises de l'amont, fondeurs de caractères, papetiers, et de l'aval, lithographes, affichistes, transporteurs, distributeurs.

Ainsi, en quelques années l'imprimerie passe de l'artisanat à l'industrie, s'éloignant du centre traditionnel en accompagnant les mutations urbaines ; tout en se concentrant dans des formules plus performantes, elle se disperse dans l'espace du département de Cannes à Monaco.

Des travailleurs nocturnes et mystérieux

Dans une sotie, *« Symphonie der Arbeit, histoire comique de la naissance d'un journal »*, le *Deutsches Riviera Journal* du 16 janvier 1930 relate sa propre impression comme un conte de fées : chiffres et lettres de l'imprimerie sortent lestement de leurs casiers, et se réunissent dans l'atelier à la lueur de la lune, symbole qui montre bien le mystère prêté au travail de l'imprimeur, empreint d'une sorte de vocation clandestine. La lettre E, particulièrement volubile, commence à raconter les aventures d'un voyageur allemand dans un café niçois. Les autres lettres, jalouses de sa place prépondérante, lui coupent la parole, et chacune d'exécuter un petit ballet. Lorsque l'ouvrier imprimeur arrive, à l'aube, le calme règne autour de la presse, et les pages sont toutes composées ... En fait, la sortie d'un livre ou d'un journal n'est pas aussi magique.

Avant la mise en usage des machines, les ouvriers du livre forment dans les grands centres d'imprimerie de France, Paris, Lyon, Tours, Montpellier, une corporation originale, instruite, solidaire, qui va jouer un grand rôle dans le mouvement ouvrier français d'aspect encore corporatif, à la différence de l'Angleterre ou de l'Allemagne, où existe déjà une masse ouvrière. Spécialisés, ils se partagent entre « labeur », ouvriers qui travaillent sur les ouvrages de longue haleine, et « bilboquet » ou « bibelot », plus tard « conscience », employés aux petits travaux de caractère rapide comme affiches et documents administratifs, brochures, ouvrages d'une cinquantaine de pages, moyen d'expression recherché pour sa maniabilité, la facilité de sa fabrication, de sa circulation, et la modicité de son prix. L'imprimeur, ou ours, n'est en somme qu'un patron, qui supervise en hurlant les ouvriers, ou singes car ils s'agitent

beaucoup. Au labeur, sont les plus savants, surtout les correcteurs dont beaucoup sont parfois « hommes de lettres, plumitifs » novices ou écrivains d'avenir⁸. Devant la casse, sorte de casier qui comporte les lignes que la presse imprimera, sont debout les compositeurs dont les doigts agiles manipulent les lettres de plomb qu'il faut sélectionner et disposer rapidement en sens inverse de l'écriture, le salaire étant calculé au nombre de m à l'heure, référence aux signes qu'il n'est pas trop difficile avec l'expérience de placer. Eux aussi se doivent d'être lettrés, ont des idées et des aspirations, et la difficulté de leur tâche est symbolisée par l'expression: «C'est la bouteille à l'encre».

«Faire et défaire

Est mon affaire,

Et toujours le compositeur

Sait aligner son caractère

Suivant le goût de son auteur.»

«Mon emploi me rend l'interprète

De toutes les opinions.

Sitôt que la copie est prête,

Moi j'entre dans mes fonctions.

De l'erreur je suis la bannière

Autant que de la vérité.⁹»

A Nice, les casses sont divisées en deux parties séparées, plus tard réservées aux caractères d'affiches, à la différence des casses parisiennes. Certains typographes ne sont rien d'autre que des « bourreurs de ligne » employés au rabais coupables de fréquentes «coquilles» sous l'autorité d'un prote (premier ouvrier) ou chef d'atelier. De sérieuses bagarres ont lieu lorsque des lettres ou des signes manquent dans la casse, on essaie de se voler le matériel les uns aux autres ; cela contribue à l'assiduité des ouvriers qui craignent qu'en cas d'absence ou de retard on ne leur dérobe leur matériel. On triche au moment de la distribution des copies à imprimer ; si on a repéré une copie bien calligraphiée, on cherche à prendre son tour avant les autres. A Nice le caractère intermittent de la main d'œuvre est particulièrement marqué puisque les publications se font essentiellement en saison, c'est-à-dire entre le mois de novembre et le 1^{er} mai. Seuls les très bons ouvriers de la presse quotidienne et des maisons sérieuses, l'aristocratie du métier en somme, bénéficient d'un emploi à l'année, les autres sont en principe embauchés jusqu'au lundi de Pâques, heureux quand cette fête mobile, qui se manifeste par la fermeture des commerces de luxe aux ouvertures bientôt protégées par des planches, tombe fin avril ; à défaut d'autre perspective professionnelle ils se reconvertissent ensuite dans le bâtiment où ils deviennent peintres, bonimenteurs dans les foires et marchés, certains partent pour l'été dans l'arrière-pays ou en Suisse comme travailleurs de force ; au

⁸ La tradition typographique se voulait en même temps une tradition littéraire, polémiste ou philosophique ; dans ce « métier » on peut trouver Jules Michelet, Hégésippe Moreau, Pierre Joseph Proudhon ; à Nice plus précisément beaucoup de journalistes et d'écrivains commencent leur carrière comme typographes. Les mêmes noms se retrouvent en signature des articles et dans les listes de correcteurs créanciers privilégiés lors des faillites ou liquidations, Augustin Anglès, Georges Avril, Robert Burg, Philippe Casimir, Victor Emanuel, Victor Garién, Henri Hardy-Polday, Louis Henrique, François de May, Calixte Pierre-Pierre, employés sous leur nom ou leur pseudonyme. En 1880, Victor Emanuel, fils d'Eugène Emanuel, poète et écrivain régional, orphelin, dut très tôt gagner sa vie ; ouvrier lithographe chez Dalmet, il figure comme créancier privilégié au titre de 70 francs d'appointements dans le règlement de la faillite du lithographe. En 1888 il publie chez Victor-Eugène Gauthier fils un recueil, « Les rues de Nice : chroniques historiques et descriptives sur le vieux et le nouveau Nice », sous son pseudonyme de journaliste « Séguran ». Voir *La belle époque de la presse mondaine*, Suzanne Cervera, Alandis Editions, Nice, 2002. *Le Rabelais* (21 janvier 1899) publié de Georges Avril, alors timide écrivain débutant à Nice, «La plainte des manuscrits»:

«Fauchant les ingénus espoirs

Des jeunes qui le long des soirs

Passent sans cesse au polissoir

Leurs oeuvres que nul ne veut voir,

Ce cri va de l'Aurore au Soir:

Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.»

⁹ Eugène Boutmy, «*Le compositeur typographe*» par Toussaint Michel, Dictionnaire de l'argot des typographes, Flammarion, Paris 1883.

moins deux cents d'entre eux travaillent en intermittents vers 1900. On voit ainsi de bons «labeuriers» accepter un salaire de trois francs cinquante par journée de dix heures si la place est assurée à l'année, sans compter les «heures en bois», c'est-à-dire les heures supplémentaires non payées pour terminer une commande. De plus, la coutume est de «banquer» les ouvriers en monnaie de billon, c'est-à-dire en cuivre, alors que les clients paient les patrons en pièces de cinq francs en argent ou en or ; celles-ci sont cédées aux commerçants pour cinq francs trente centimes, ce qui assure aux patrons un bénéfice dont les travailleurs sont frustrés. L'une de leurs revendications sera le paiement d'un tiers seulement des salaires en monnaie de billon.

L'imprimeur, souvent à la fois concepteur, auteur et gestionnaire des travaux entrepris doit compter avec la qualité des fournitures, l'efficacité de son personnel, la mise à jour de son savoir technique, avant de satisfaire la clientèle. Typographe lui-même plus que patron, il se distingue mal de ses ouvriers avec lesquels il fait corps, fiers de leur « noble art » qui fait d'eux, disait Voltaire, « des hommes de lettres ». Les typographes ont, dès 1833, fondé une « Association libre typographique », ébauche de syndicat qui contourne l'interdit de la loi Le Chapelier contre les coalitions¹⁰, et prône une union des patrons avec la classe ouvrière. Les maîtres imprimeurs ont attendu 1839 pour former leur première chambre syndicale, et élaboré en commission paritaire, en juillet 1843, un « tarif », c'est-à-dire un concept très moderne englobant l'apprentissage, le salaire à l'heure, l'organisation de travail et sa durée, souple et adaptable à l'originalité et à la complexité de l'atelier ; même s'il n'est pas toujours appliqué, particulièrement en province, le « tarif » de référence, constitue une base de discussion, et est de toute façon révisable tous les cinq ans. La Seconde République, se fondant sur le rôle déterminant qu'ont joué les ouvriers du Livre, frappés déjà par la remise en question de leur métier devant la généralisation des presses mécaniques en 1830 puis en 1848, où ils les ont détruites à coups de barres de fer, encourage par une prime (elle investit trois millions de francs dans ce projet) les uns et les autres à former des coopératives de production fondées sur leur entente. Six seulement se créent alors en France malgré l'enthousiasme franc-maçon ou saint-simonien de nombreux typographes qui songent à supprimer le patronat par la coopération. *La Lutte sociale* signale dans son numéro du 23 juin 1901 la naissance à Paris d'une imprimerie « communiste », l' « Emancipatrice » ; dans l'équipe de seize membres, tout travailleur, directeur, compositeur, « minerviste »¹¹ ou homme de peine, fait huit heures de travail à salaire égal, et une commission de répartition se propose de faire le partage des gains, investissant le surplus dans des coopératives ou des groupes d'études. Dès 1879 s'est créée dans cet esprit à Nice l'Imprimerie Nouvelle Berna et Barral, qui subsiste avec succès jusqu'en 1895¹². D'autre part le mouvement ouvrier y est stimulé par la présence de Jacques Victor-Eugène Gauthier, qui, à la fois imprimeur, éditeur, syndicaliste et écrivain incarne sa profession de façon exemplaire.

Victor-Eugène Gauthier, un professionnel éminent de la « famille de Gutenberg »

Né à Lyon le 2 mai 1822, dans une famille protestante du Dauphiné, il a le goût des lettres et s'éduque en autodidacte. Après Lyon où il est apprenti, puis Epernay où malade il est soigné à l'hôpital et sauvé par une religieuse, il « monte » à Paris où sur la recommandation de l'Archevêché il travaille à l'imprimerie Paul Dupont, l'une des plus importantes, comme prote. L'un de ses poèmes écrit dans la prison de Mazas évoque ses débuts :

« Sorti d'une pauvre mansarde
Où j'expirais, ignorant tout,

¹⁰ La Loi Le Chapelier, votée le 14 juin 1791, limita les droits d'association des ouvriers et favorisa les patrons et les formules capitalistes.

¹¹ La minerve est une petite machine à imprimer munie d'une pédale.

¹² A cette date les deux imprimeurs se séparent, Léo Berna installe à Menton son « Imprimerie coopérative mentonnaise ». On pense à l'imprimerie du roman « La chronique des Pasquier », de Georges Duhamel.

Je me suis placé sous la garde
D'un art qui m'a remis debout.
Par lui, j'ai vu fuir l'indigence,
Et j'ai conquis d'humbles talents...
Un jour l'urne professionnelle
Me fit arbitre du travail...»

3 avril 1862, Arrivée à Mazas (A mes enfants)

Il se marie en 1847 avec Jeanne Héloïse Lajoie (1823-1907) ; sa fille Anatolie naît en février 1848¹³, en même temps que la Révolution dont les utopies le passionnent et dans laquelle les typographes, confrontés à une crise de chômage due à la mécanisation jouent un rôle actif. Entré en franc-maçonnerie, il préside la Société typographique parisienne, mouvement mutualiste riche de mille cinq cents compositeurs et versifie sur l'utilisation de *La Machine typographique*, dont il attend des progrès pour l'humanité:

« Aux prôneurs des droits d'un autre âge
Elle montre, en roulant par chocs,
Les dents de son fier engrenage
Comme un gros chien montre ses crocs.
Mais lorsqu'il s'agit de répandre
La lumière et la liberté,
Oh! mes amis, rien ne peut rendre
Sa fiévreuse célérité.
Poursuis en agile gazelle
Ton travail civilisateur;
Sur tes deux rails, roule, ma belle,
Ton char qu'entraîne la vapeur!»

Paris, 14 mai 1855

Il fait représenter *La chasse au travail, ou la Saint Jean Porte Latine*, drame vaudeville en deux actes, puis le 24 décembre 1856 une équipe de typographes interprète, sur le théâtre Saint Marcel, une pièce de sa composition sur les origines de l'imprimerie en France, *Les Sorcières du cloître Saint Benoît*, pleine d'allusions aux contraintes qui pèsent sur l'imprimerie.¹⁴ Il dédie son poème *La Suzon*, une petite rivière qui contourne Dijon, écrit à Paris en décembre 1861, à son ami Joseph Mairet¹⁵. Responsable d'un mouvement de grève contre Paul Dupont, qui recrute des ouvrières sans qualification et s'arrange à abaisser le tarif, il est arrêté et emprisonné à Mazas avec une vingtaine de personnes, dont les neuf typographes de la commission paritaire. Cet emprisonnement de quarante-cinq jours, lui permet paradoxalement de se reposer et de se livrer à une inspiration plus professionnelle qu'intime (*Que l'imprimerie / Prospère toujours, / Ravis l'industrie / Au bec des vautours!*) dont nous pouvons suivre l'évolution chronologique dans le recueil «*Péchés poétiques*» qu'il

¹³ La naissance d'Eugénie Catherine Anatolie Gauthier (1848-1907), morte à Nice sera suivie par celle de Victor-Eugène (1854-1914), le futur imprimeur, mort lui en Savoie. Anatolie avait épousé Pierre Mercadier, chef de gare à Toulon, mort dans un grave accident du travail. (Documentation Généanet)

¹⁴ Victor-Eugène Gauthier, *Péchés poétiques* et *Les sorcières du cloître Saint Benoît*, 1841-1866, Imprimerie V.E.Gauthier, 1, Descente de la Caserne, Nice. Martin Crantz l'initiateur doit lutter contre l'ignorance des copistes qui soupçonnent l'invention de collusions diaboliques. «*Le but et le devoir de l'imprimerie seront de défendre tous les droits envers et contre tous... L'imprimerie doit être une mer étendant partout ses océans lumineux.*»

¹⁵ Celui-ci, ouvrier typographe à Dijon puis à Paris (1818-1902) est l'un des rares ouvriers à avoir laissé un témoignage (vingt cahiers de mémoires!) sur les luttes pour la création du Tarif et sur l'action de Pierre Leroux. «*Les carnets de Joseph Mairet, ouvrier typographe. Histoire de la Société typographique parisienne et du Tarif, 1839-1852*», édition présentée par Roger Dedame, FILPAC CGT. 1995.

publiera une fois éditeur à Nice¹⁶. Après *Mon persécuteur*, daté du dépôt de la Préfecture de police le 29 mars 1862, *Les toiles d'araignée*, *Un toast dans la cellule au dépôt*, *La prière des typographes au dépôt (Pauvres amis les épreuves sont dures/ Pour amener l'équité parmi nous.)* du 3 au 14 avril 1862, il rédige pour sa femme *Accusé de réception d'un bouquet de lilas qui m'avait été envoyé à Mazas*.

«Ah qu'il fait bien dans ma cellule

Ton joli bouquet de lilas!» (Mazas, 14 avril 1862.)

Il est finalement relâché grâce à la plaidoirie, le 3 août 1862, de l'avocat légitimiste Berryer¹⁷ ; celui-ci, qui idéalise la légitimité royale protectrice du peuple, affirme devant les juristes de Napoléon III le bien-fondé d'une solidarité ouvrière qui s'est manifestée collectivement, mais n'a pas transgressé la loi contre les coalitions. «Je repousse les traités de gré à gré entre maître et ouvrier», affirme-t-il, leur préférant les forces collectives; il considère que le travail n'a pas pour but la production de richesses mais «la sustentation de l'homme». L'Empereur a gardé de sa jeunesse, de son passé de *carbonaro* et de prisonnier au Fort de Ham une certaine tendresse pour le milieu ouvrier, comme en a témoigné sa brochure *L'extinction du Paupérisme* ; son gouvernement prend alors un tournant libéral. La loi Le Chapelier sera abolie en mai 1864, autorisant du même coup les coalitions, donc les grèves, et des enquêtes départementales visent à consulter les imprimeurs pour libéraliser l'imprimerie.

Les typographes remercient leur avocat, qui a refusé de toucher des honoraires, par un exemplaire des *Oraisons funèbres* de Bossuet superbement relié, où ils donnent la mesure de leur talent par le choix des caractères et l'habileté de la composition. Victor-Emile Gauthier, qui a perdu son emploi, est embauché à l'Imprimerie Ch. Schiller, 10 rue du Faubourg Montmartre, comme metteur en pages du journal *Le Temps*, qui vient d'être fondé par Moïse Polydore Millaud, un banquier bordelais. Mais l'imprimeur considère que son employé, par ailleurs malade, sera mieux au soleil et, lui-même protestant, le recommande à Nice au pasteur Léon Pilatte qui s'affaire avec un groupe d'opposants à l'Empire à fonder un nouveau journal.

Depuis 1853 l'imprimerie Canis a quitté le Vieux Nice pour s'installer au premier étage de la Maison Girard, descente de la Caserne, aujourd'hui rue de la Préfecture. Elle est rachetée en 1863¹⁸ par un groupe de républicains et de frères maçons¹⁹ voulant agir contre l'Empire. L'équipe crée le *Phare du Littoral*, journal d'opposition transféré rapidement d'Antibes à Nice dans l'atelier rénové de la descente de la Caserne. Devenu quotidien, le

¹⁶ Victor-Eugène Gauthier, *Péchés poétiques* et *Les sorciers du cloître Saint Benoît*, 1841-1866, Imprimerie V.E.Gauthier, 1, Descente de la Caserne, Nice. Plusieurs des travaux d'écriture et d'édition de V.E.Gauthier sont consultables à la Bibliothèque de Cessole à Nice, et portent l'«ex libris» du Chevalier de Cessole auquel Gauthier les avait offerts.

¹⁷ Pierre-Antoine Berryer (1790-1868) avocat de grand talent, fit une carrière politique marquée par un légitimisme fidèle. Royaliste, il considérait que le souverain avait le devoir de défendre le peuple et de se pencher sur la condition ouvrière. Il plaida d'abord pour les Compagnons charpentiers de la Seine, puis pour les imprimeurs. Hostile au Second Empire, il finit par accepter d'être élu député dans l'opposition en 1863.(Jacques Trémollet de Villers, *Aux marches du Palais, Pierre-Antoine Berryer, avocat*, Editions DDM, 1997.)

¹⁸ M.Moinard, *La presse et l'imprimerie à Nice de 1883 à 1937*, Imprimerie de l'Eclaireur de Nice, 1938.

¹⁹ Un petit groupe de républicains hostiles à l'Empire, comme le pasteur Léon Pilatte, ancien directeur de *l'Indépendant* et fondateur de la Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes Maritimes, le premier à faire appel à Victor-Eugène Gauthier, Edouard Corinaldi, l'avocat Aloys Funel Joseph de Clausonnes, également maçon, l'avocat Georges Honoré Bon, plus tard Honoré Sauvan, et, parmi les typographes, Etienne Ghilini qui dirigera à son tour de petites revues maçonniques, telle *Fraternité*.(Y. Messeca, *La Franc-maçonnerie dans les Alpes-Maritimes*, Nice Sophia Antipolis,1991). Le *Phare* soutiendra Alfred Borriiglione, plus tard Raphaël Bischoffsheim et Maurice Rouvier en tant que frères et républicains.

Phare ardemment républicain fidélisera jusqu'à neuf mille lecteurs après 1870²⁰. Toujours compositeur sous le titre d' « imprimeur éditeur » dans les locaux au dessus desquels il loge, dynamique président de la société typographique niçoise, 19^{ème} section de la société nationale, Victor-Eugène Gauthier assure pendant une dizaine d'années une partie de l'édition niçoise dans un contexte très concurrentiel. L'attribution par la municipalité de la vente de la presse en kiosque plutôt que par colportage favorise certains hebdomadaires, en l'occurrence la *Vie mondaine*, la *Vie élégante*, et le *Moniteur des Etrangers* quand d'autres sont « frappés d'ostracisme », et bénéficie donc à certains imprimeurs peut-être mieux intégrés dans le microcosme niçois, comme Conso et Giletta, Malvano-Mignon, ou Viterbo ; Victor-Eugène Gauthier est, lui, gratifié des commandes des journalistes de saison et des opposants à l'Empire.

La bonne qualité des travaux que l'imprimerie Gauthier exécute se voit à l'importance des publications réalisées entre son installation et la date de sa mort. L'une des premières commandes est celle de la famille Close, une riche famille implantée à Antibes dans des circonstances que la brochure explique: à la suite d'une tempête, le yacht *Sibylla*, du Chevalier Close, banquier du Roi Ferdinand des Deux-Siciles et de son fils François II, relâche à Antibes. La montée à Notre Dame de la Garoupe, un concert, l'accueil de Paul Bernard maire de la bourgade, la beauté des terrains du Cap bien moins chers que ceux de Cannes, donne à Antibes un nouveau parrain²¹. Pendant cette période, l'Imprimerie Gauthier se charge d'une trentaine de publications de type polémique, comme *Les brouillards de Nice*, de Calixte Pierre-Pierre, ou *Etude sur les Séparatistes et la question niçoise*, de V. de Courmaceul. Une quarantaine de brochures et ouvrages littéraires ou poétiques sont en grande partie le fait d'hôtes de la Riviera qui publient à compte d'auteur. Dans ce groupe on trouve *Les bandits justiciers des Alpes-Maritimes*, roman historique publié en 1870. Il met en scène le jeune Masséna prisonnier sous le nom de Manassé au milieu des actions des Barbets, vus sous un angle romantique, pendant la période révolutionnaire, et évadé grâce à un mot de passe qui n'est autre que « France-Espoir ». Là est relaté avec d'affreux détails l'épisode du Saut des Français. Victor-Eugène Gauthier signe ce roman, mais n'est sans doute que le prête-nom de Jacques Thagrieu, écrivain dont ce nom lui-même n'est qu'un pseudonyme.²²

Si le quart de la production de l'imprimerie consiste en annuaires, comme ceux du Club nautique, et règlements divers, les publications scientifiques, médicales, historiques, et les guides et commentaires d'excursions montrent de la part de visiteurs curieux le désir de faire partager leurs connaissances. Les hivernants semblent privilégier par leurs commandes l'imprimerie V.E.Gauthier. Par contre la plupart des publications en dialecte nissart se feront à l'époque du fils Gauthier dans de petites officines, comme l'Imprimerie Berna, pour *Lou Ficanas*, entre avril 1887 et octobre 1891, ou chez Goiran, fils de Marius Goiran, un ancien ouvrier de Gauthier, pour la *Ratapignata*, à partir de 1900. L'impression d'un grand journal fait de Gauthier un homme arrivé, pris entre son passé de syndicaliste défenseur de ses collègues et son vécu de chef d'entreprise. Non seulement il exerce un ascendant certain sur

²⁰ Tirage des principaux quotidiens niçois d'après le *Phare du Littoral* du 10 janvier 1873 (ADAM) entre le 25 septembre et le 21 décembre 1872 :

Nombre total d'exemplaires :		Par jour :
<i>Pensiero da Nizza</i>	40 492	560
<i>Journal de Nice</i>	43 260	577
<i>Phare du Littoral</i>	156 935	2 092
<i>L'ordre social</i>	54 660	729

²¹ Victor-Eugène Gauthier, *Comment on devient parrain d'une ville*, Typographie Victor-Eugène Gauthier et Compagnie, 1, Descente de la Caserne, Nice, 1866. Bibliothèque de Cessole.

²² Victor-Eugène Gauthier, *Les bandits justiciers des Alpes-Maritimes*, Editions Victor-Eugène Gauthier, 1, Descente de la Caserne, Nice. Michel Iafelice, *Barbets! Les résistances à la domination française dans le Pays niçois*, Serre Editeur, Nice, 1998.

les aspects syndicaux de la profession, mais encore il publie « un travail des plus curieux et des plus utiles », ses *Eléments pratiques d'évaluation et de tarification typographiques*, ouvrage destiné à faciliter la rémunération des typographes : il s'agit d'appliquer le système métrique à l'évaluation du prix de la main d'œuvre, proportionnel au centimètre carré de page imprimée ; les ouvriers peuvent ainsi bénéficier « de la simplification proposée par leur vieux camarade, qui a tant travaillé pour tous, et qui est et sera toujours infatigable dans la recherche des améliorations et des progrès intéressant la famille de Gutenberg²³ ». Partant du principe qu'en typographie comme dans tout autre « art », tout est toujours à réinventer, celui qui n'a pas cessé d'être un prote veut donner à l'entreprise les moyens de mieux s'adapter. En fait le développement du travail en « commandite », c'est-à-dire à la suite d'une commande à la collectivité des ouvriers d'une entreprise, rendra presque caduc ce mode de rémunération, disparu dans la région aux alentours de 1920.

Miné par la tuberculose et le saturnisme, l'intoxication au plomb, « mal noir » des typographes, Victor-Eugène Gauthier meurt à Nice le 25 juin 1879 à cinquante-sept ans, et est enterré au cimetière de Beaulieu où il avait une petite « campagne » ; son entreprise, l'une des plus importantes imprimeries niçoises, lui survit sous la direction de son fils, le second Victor-Eugène Gauthier, alors âgé de vingt-cinq ans, président de la Société Victor-Eugène Gauthier et Cie, chargée, en fondant le *Petit Niçois*, de « propager par la parole et par l'écrit la doctrine républicaine ». Le second Gauthier essaiera de suivre la tradition paternelle de loyauté syndicale, malgré la concurrence et les difficultés de l'édition locale, tributaire du contexte saisonnier des commandes et de l'emploi. Après la mort du premier Victor-Eugène Gauthier l'imprimerie sera essentiellement préoccupée de textes officiels, et avec le *Phare du Littoral* puis *l'Eclairneur*, trouvera en changeant d'atelier pour le 27 avenue de la Gare, dans les anciennes installations industrielles de la parfumerie Warwick, un moyen de s'étendre avec la grande presse ;²⁴ elle bénéficiera de la clientèle des Républicains et de celle des partisans d'Alfred Borriglione

Plusieurs numéros du *Phare* de janvier et de février 1874 nous montrent la politique suivie par la presse dont les directeurs changent d'imprimeur au gré de leur fragile budget et de leurs appuis : *Nice Journal*, un nouveau quotidien s'est trouvé privé de la parution des annonces légales par une confusion du concierge du Parquet qui a remis le texte des annonces à l'Imprimerie Gauthier ; un échange aigre-doux d'explications avec M. Gallois-Montbrun, directeur de *Nice Journal*, et le remboursement des cinquante centimes indûment perçus, calme le jeu entre Gauthier, et ses rivaux, Giletta de la rue des Ponchettes, ainsi que Faraut et Conso. Le chevalier de Cessole restera toujours fidèle à l'imprimeur dont il a connu le père et au total ce sont trente-six publications relatant ses ascensions et découvertes qui seront éditées par les Gauthier.

● La Côte d'Azur, « point nodal » de l'imprimerie et de la presse

Les années 60 ont vu apparaître la presse à un sou qui conquiert le public populaire. A Paris le nombre de quotidiens passe de 12 à 52, particulièrement avec la loi libérale du 11 mai 1868 qui supprime le dépôt préalable, puis avec la loi républicaine du 29 juillet 1881. Pendant ce temps en province les quotidiens passent de 54 à 100, 214 en 1880, 242 en 1914. Ce développement de la presse, devenue le principal client des imprimeurs, nécessite une nouvelle adaptation ; le succès d'un numéro de journal repose à la fois sur la qualité de l'impression et la rapidité de sortie des exemplaires, sans parler du talent des journalistes. Par

²³ Le *Phare du Littoral* reproduit le 19 août 1879 un article du *Journal officiel* de l'avant-veille.

²⁴ Véronique Thuin-Chaudron, *Nice, de la colline du Château aux châteaux des collines, Architecture Construction, Urbanisation de 1860 à 1914*, Editions Serre, 2009.

la presse, l'imprimerie se trouve au cœur de l'activité économique et financière, et devient un stimulant majeur de la vie politique, en pleine expansion dans les Alpes-Maritimes. Malgré les difficultés matérielles et financières occasionnées par cette véritable révolution, après les machines rotatives, généralisées vers 1870, l'installation des nouvelles machines à composer, premières linotypes, et des plieuses, dans les années 1880, les principaux imprimeurs en font l'acquisition, stimulés par la présence dans la région de plusieurs magnats de la presse.

Dans une villa de la Promenade des Anglais, où il mourra en 1899, s'est installé le baron Julius Von Reuter, sujet prussien devenu anglais, fondateur du *Reuter Office*, la plus importante agence de nouvelles du monde, concurrente heureuse de l'Agence Havas. Depuis 1880 Hippolyte Marinoni²⁵, mécanicien pragmatique et inventeur de génie, directeur du *Petit Journal*, bénéficie pour sa résidence de Beaulieu-sur-Mer d'une gare presque personnelle. Il a mis au point une rotative performante permettant, sur une largeur de papier standardisée et imprimée recto-verso, la sortie de 20 000 exemplaires à l'heure, 50 000 en 1914 et presque sans concurrence sur place. Saint-Jean-Cap-Ferrat et son maire David Pollonais se flattent des excentriques visites de James Gordon Bennett, fils du propriétaire du *New York Herald Tribune*. A l'occasion d'un séjour et pour satisfaire quelque lubie, d'originaux mécènes, comme Raphaël Bischoffsheim ou, moins célèbre, le baron Scander Levi, vont stimuler l'édition d'« œuvres » littéraires, poétiques, scientifiques, représenter ou créer des partis politiques, lancer des journaux à thème, faisant de la région pour quelques mois au moins chaque année une sorte de creuset intellectuel. Ainsi devenue un haut lieu de la presse et le point nodal saisonnier de la transmission des nouvelles, la Côte va-t-elle dépasser rapidement l'empirisme des pigeons, des coureurs à pied, à cheval et à bicyclette utilisés provisoirement sur place par le télégraphe et la modernité de l'impression. Ajoutons à cela la fréquentation assidue de personnalités mondaines liées à la presse, allant de Laetizia Bonaparte-Wyse à Juliette Adam, Séverine, Ferdinand Bac ou le général Türr, d'hommes politiques attirés par une implantation électorale ressemblant à une villégiature, Gaston Rouvier, Paul de Cassagnac, Edouard Drumont, Paul Déroulède ou Philippe Renucoli, de notabilités nationales ou internationales de tous ordres, le père de Léon Gambetta, Frédéric Passy, Prix Nobel de la Paix, Camille Flammarion l'astronome, l'écrivain décadent Jean Lorrain, d'une pépinière locale d'élus dans laquelle Flaminius Raiberti concurrence Alfred Borriglione, et bien d'autres. Dominique Durandy renonce à supplanter Honoré Sauvan, tandis que les « plumigènes » locaux, Georges Avril, Victor Emanuel, Paul Padovani, Emile Négrin, tentent de se hausser du col. Ainsi s'expliquera l'essor extraordinaire de l'imprimerie moderne sur le littoral bleu, stimulée par ces magnats de la presse et de l'information internationales, par le passage d'écrivains français ou étrangers, et par la résistance à une « francisation » parfois mal ressentie de petites officines qui privilégiaient la culture locale et que consacraient des publications contestataires et satiriques. Ces mystérieux ateliers, sentant l'encre et la graisse, paraissent propices à des intrigues surnoises. Le papier que l'impression rend crédible et honorable devient en cette fin du XIXe siècle l'agent actif de combats politiques, juridiques ou financiers. Les lois de liberté rendent plus difficile le contrôle des produits de l'imprimerie.

Il faudra au gouvernement français presque vingt-cinq ans pour se décider à sanctionner *Il Pensiero di Nizza*, dirigé et rédigé en italien par l'avocat Joseph André, qui, opposé à la cession du Comté à la France, et hostile à la République, milite ardemment depuis

²⁵ C'est bien entendu au Journal de la Corniche du 2 novembre 1902, dirigé par Philippe Casimir, que nous empruntons les éléments de biographie d'Hippolyte Marinoni, hôte de Beaulieu. « Sa vie offre un exemple admirable de ce que peuvent le travail et l'intelligence, ces deux éléments qui, réunis, constituent l'aristocratie de nos sociétés démocratiques ». Né en 1823 dans une famille modeste, fils d'un gendarme d'origine italienne, apprenti, ouvrier, puis contremaître, il améliora les performances des presses typographiques, et créa une presse polychrome qui imprima les billets pour la Banque de France, contribuant au succès des journaux d'Emile de Girardin. En 1930, l'Éclairer du Littoral était encore imprimé sur des machines Marinoni.

1871 pour l'indépendance plutôt que pour le retour de Nice à la Savoie. Plusieurs campagnes de presse, subrepticement orchestrées par Paris, dont celles du *Phare du Littoral*, et du *Combattant*, de Menton, aboutiront à sa suppression en 1895.

« Au clair de la lune²⁶,
Ami Pensiero,
Faut rentrer ta plume
Dans son vieux fourreau...
T'avais l'espérance
D'nous brouiller ? Pourquoi ?
Italie et France
Se moquent de toi ! »

avaient chantonné le *Combattant*, *Le Diable à quatre* et le *Fantasio* des frères Cauvin, suspectés de chantage. Ils ont valu à l'imprimeur Auguste Cauvin un peu confortable séjour à la prison de Nice où il côtoie du gibier de bagne et doit appliquer un règlement insupportable, lui intimant de raser sa barbe et ses belles moustaches ! *Le Cyrano* de Xavier Giacobini, de l'Imprimerie moderne, est interdit après un procès perdu contre l'écrivain Jean Lorrain, cible de jeux de mots douteux sur son homosexualité affichée.

Peu à peu les imprimeurs valorisent dans leur « propagande » le modernisme de leurs installations, garantissant la rapidité de sortie des exemplaires de presse et la fraîcheur du contenu, dans le paradoxal contraste de l'intensité de l'international et de la mièvrerie du quotidien. La presse locale présente avec le même zèle le choc des impérialismes, les débuts de l'ethnographie, la marche à la guerre, et la découverte de la politique locale et nationale, mêlés à l'annonce des mondanités carnavalesques et à la banalité des faits-divers. Ceci ne va pas sans problèmes qu'il faut résoudre à coup d'emprunts, de faillites ou de procès, comme le prouvent de nombreux exemples²⁷.

• Les imprimeurs de la Côte à la recherche de capitaux face aux mutations techniques

Sans capital et sans réseau solidaire, impossible de résister à la concurrence et au progrès qui imposent la mécanisation de l'atelier et un renouvellement complet du matériel, sinon par un endettement insupportable ; les arrivants, tentés par un marché qu'ils imaginent facile, rapidement dépassés par le poids de leurs dettes, déménagent à la cloche de bois de locaux sous-loués, laissant un inventaire bien médiocre de hardes et de vieux jouets. Les nouvelles techniques de reproduction des illustrations, par des procédés photomécaniques, condamnent en partie la corporation des lithographes. Leur équipement spécialisé, pierres de toutes sortes, bouteilles de vernis et de couleur, papier pierre, parchemin ou bulle, pourtant de qualité, ne vaut pas grand chose en face des machines et les dossiers de faillite témoignent de la lutte des plus honnêtes pour échapper à la prison et dédommager des « créanciers impitoyables », par ailleurs appâtés par des intérêts qui courent en même temps que leur créance, ainsi Jean Dalmet, 7 rue du Pont Neuf, à Nice, en 1880. Jean Antoine Dani, lui, qui n'applique plus le « tarif » à ses ouvriers depuis 1881, quitte Nice en 1882 laissant son épouse négocier la revente d'un matériel presque neuf à des collègues compatissants, Augustin Andréis et Abraham Viterbo qui font là une affaire en même temps qu'une bonne action. Jean François Cruvès, Claude Issaurat, et André Davaille, imprimeurs lithographes à Cannes, n'ont pas la chance de bénéficier de la clientèle de créateurs de journaux ; ils ont vainement acheté entre 1883 et 1888 de coûteuses machines, Marinoni, Voirin, ou Nebiolo, qu'ils ne peuvent

²⁶ «Au clair de la lune» est une chanson de typographes, l'expression «battre le briquet» fait allusion au bruit que font les compositeurs pour secouer la casse, fort désagréable la nuit pour les riverains.

²⁷ Registre 6 U 4 du tribunal de la Chambre de Commerce de Nice, Dossiers de faillites et de liquidations (ADAM)

rembourser. Issaurat s'était fait prêter de l'argent, dix mille francs, par Gustave Mayeur, fondateur de caractères à Montparnasse, et le curé Barbe, doyen de la paroisse de Cannes, lui avait fait confiance en ajoutant près de six mille francs. Claude Issaurat continue à travailler pour un salaire de trois francs par jour. Le « pauvre et malheureux ouvrier » Eugène Davin, lithographe, se retrouve veuf en 1887 avec deux jeunes enfants, et manque de travail. Ne pouvant faire face à ses charges, famille, loyer, impôts, ouvriers, il « quitte son industrie » et s'en va travailler chez l'imprimeur Conso pour un salaire de cinq francs par jour. Encore plus endetté car doté de matériel neuf, Victor Barès, en 1894, doit tout vendre à Sédard, un collègue de Lyon, qui accepte de régler le papetier Montgolfier. Apprenti, puis ouvrier pendant dix-huit ans chez Victor-Eugène Gauthier, il avait engagé un petit héritage de sa femme, d'une bonne famille niçoise, pour l'achat, avec un confrère, de l'imprimerie des frères Ardoin, avenue de la Gare ; deux ans après, son collègue l'ayant lâché, il se retrouve seul et se plaint de l'incurie de son comptable qui le laissa s'enfoncer ; il s'agit d'Augustin Anglès, dont le nom figure comme employé comptable parmi les créanciers privilégiés, c'est-à-dire ceux dont la dette est sacrée : fondateur du Petit Poète en 1895, Anglès cultive la rime et l'alexandrin dans les grandes occasions, mort du Président Carnot ou visite du Tsar et ne semble pas avoir été parfaitement préparé au métier de comptable ! En attendant, Victor Barès, pourtant précédemment conseiller prudhomme et responsable de la Société de secours mutuel, est même contraint de vendre le mobilier de sa belle-mère. En septembre 1906, une lettre de l'imprimeur Louis Autran, de Cannes témoigne de sa détresse ; après avoir informé le Président du Tribunal de Commerce de Cannes qu'il cesse ses paiements, il ajoute, d'une belle écriture anglaise suivie d'un superbe paraphe : « C'est le cœur serré que je me vois dans la triste obligation d'en arriver là. J'ai toujours eu la volonté de désintéresser tous mes créanciers mais un de ceux-ci me refusant tout concours, je me suis vu dans la triste nécessité de déposer mes livres. Dans l'affaire commerciale que j'ai entreprise, j'ai été tout le temps dupé de l'origine à ce jour, j'ai eu affaire à des gens de mauvaise foi qui m'ont constamment roulé, c'est bien le mot. »

Les locaux ne sont pas toujours adaptés aux progrès du machinisme. A la suite des pluies diluviennes d'octobre 1882, 112 mm en quelques heures, le sous-sol de l'Imprimerie moderne²⁸, récemment transférée du 6 rue Gubernatis vers l'immeuble Cauvin, 14 rue Halévy, où se trouve tout le matériel, presses, machinerie à vapeur, dépôt de fonte, de bois et de papier, est brutalement envahi par les eaux, qui pénètrent en force par une brèche de la muraille. Tandis qu'ouvriers, journalistes, voisins, unis dans la catastrophe, de l'eau jusqu'à la taille, essaient de sauver ce qui peut l'être, Abraham Viterbo, l'imprimeur, a recours à Victor-Eugène Gauthier, solidaire par tradition corporative et familiale²⁹ ; celui-ci met ses presses au service de Gustave Richardet, directeur de la *France méridionale*, pour permettre en temps utile la sortie de cet organe républicain récemment fondé³⁰, dans un contexte de vive concurrence à l'entrée de saison. Il faudra à des spécialistes démonter et remonter les machines Marinoni toutes neuves, ensablées et menacées de rouiller. Coursier d'une imprimerie, apprenti, puis prote, Gustave Richardet, autodidacte de talent avait réussi à fonder dans la capitale une revue d'idées. A l'occasion d'une « entrevue » qui devait donner lieu à un

²⁸ *La France méridionale*, 14 octobre 1882

²⁹ Fils et successeur de Jacques Victor Eugène Gauthier, « compositeur typographe », précurseur à Paris puis à Nice de la Fédération française des Travailleurs du Livre officialisée en 1881, fondateur en 1865 du *Phare du Littoral*, journal républicain, voir plus haut.

³⁰ Les années 1881 et 1882 voient, en raison des lois sur la presse de juillet 1881, la naissance de nombreux journaux, comme la *France méridionale*, le 21 décembre 1881 et la venue de nombreux « publicistes », dont beaucoup sont chargés de « promouvoir l'idée républicaine et l'élan patriotique », face à de possibles menées séparatistes, telles celles du *Pensiero da Nizza*, journal en langue italienne publié par l'avocat Giuseppe André entre 1870 et 1895.

article biographique, il fit connaissance d'Adolphe Thiers et devint l'ami du triomphateur de la Commune dont il n'était pourtant pas destiné à partager les idées. Le premier président de la Troisième République l'investit de la mission de faire aimer la République aux Niçois réticents, séjour d'autant plus souhaitable que le jeune journaliste, veuf et père de deux enfants, était atteint du « mal de poitrine » qui avait emporté sa femme, et se remettait mal de graves blessures occasionnées par un duel avec Albert Rogat, journaliste au *Progrès*. Deux semaines après la catastrophe, de retour de Paris où il était probablement allé demander en vain à son protecteur et commanditaire, des secours financiers, Gustave Richardet meurt brutalement, sans doute désespéré malgré son courage.

En 1892³¹, M. Malhin, directeur de l'Imprimerie Catholique, 11, rue Bergère, est mis en cause par ses voisins à la faveur d'une nouvelle législation: depuis l'installation contre le mur mitoyen d'un arbre qui, « par le moyen de poulies et de courroies » transmet le mouvement du moteur à gaz à la machine Marinoni et à une presse à pédale; le bruit et les vibrations, supportables dans la journée, sont devenus intolérables la nuit, où se fait le plus gros du travail. Depuis le 1^{er} novembre 1892, l'imprimerie Bergère est chargée de l'impression de la « bonne presse », la *Croix des Alpes-Maritimes* et la *Semaine religieuse*, petits frères du grand journal populaire catholique national *La Croix*, missionnaires engagés dans la lutte contre toute idée de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Condamné à faire reculer l'ensemble de l'atelier pour faire cesser ces nuisances, l'imprimeur préfère renoncer à son activité, contrairement à Alfred Rossetti³². Directeur de l'Imprimerie du *Petit Niçois*, celui-ci a voulu moderniser son atelier aux moindres frais, acquérant à Tours dès 1898 un moteur à gaz d'occasion, déjà obsolète, revendu par une imprimerie en extension, révisé et garanti par le constructeur, Charon. Après de longs délais de transport et de manutention, le moteur, enfin installé, conduit le 16 janvier 1900 la machine rotative qui promet 18 000 exemplaires à l'heure. Las ! L'arbre casse le 18 janvier à trois heures et demie du matin, en pleine impression des exemplaires du jour. Le patron est contraint de recourir à son ancienne machine, heureusement encore en place, plus petite et de moindre rendement (trois mille exemplaires à l'heure) jusqu'au remplacement de la pièce défectueuse. A quel responsable imputer le bris de l'arbre ? La garantie vaut-elle et couvrira-t-elle les autres dépenses ? Le rapport d'expertise de l'avoué Maître Caillet chiffre le montant des dépenses et des pertes engagées à un total de plus de trois mille francs-or.

Le papier³³ devient un poste de dépense de plus en plus important ; impossible comme à l'époque sarde de se fournir en papier sur place, ou à la rigueur dans l'Italie proche. Les papeteries locales, comme Liprandi, de Mouans-Sartoux, abandonnent leur fabrication pour une simple représentation, ne conservant encore quelque temps que la production de papier d'épicerie. Les précieux rouleaux viennent des papeteries Montgolfier, en Ardèche, ou de Pont-de-Claix, en Isère.

³¹ ADAM, rapports d'expertise

³² Id., rapports d'expertise

³³ La largeur du papier se standardise, conforme à la capacité des machines les plus récentes. L'abolition de l'impôt sur le papier en 1886, les progrès de la linotypie, permettent de caser à partir de 1894, six puis sept colonnes sur une page avec des caractères réduits mais tout autant lisibles. Dans la presse mondaine régionale, on observe la même évolution vers les grands formats. Pliés et découpés les feuillets donnent le format le plus courant à la Belle Epoque, un in-plano raisin (65 x 50) ou écu (55 x 40), surface d'un demi mètre carré environ à couvrir par de l'imprimé, enjeu d'autant plus difficile que les caractères et les encarts publicitaires sont de petite taille. Cela explique le faible nombre de pages, rarement plus de quatre, de ces journaux, la disposition sommaire des articles échelonnés sur plusieurs hauteurs et colonnes et leur lisibilité médiocre. Les illustrations servent de bouche-trou. Cette présentation requiert des lecteurs un bon niveau de lecture et d'attention. Ce n'est qu'à partir de 1918 que la généralisation des plieuses autorisera le demi-format (in folio) sur des sections variées, comme Tellièrre (44 x 34) ou Cavalier (62 x 46) pliées en deux ou en quatre ; ce type de présentation, recherché par des revues plus spécialisées ou plus luxueuses, permettra une mise en page plus travaillée.

• Originalité de l'emploi typographique azuréen

La difficulté de boucler leur budget contraint les imprimeurs, de plus en plus soumis aux contraintes de la politique et à celles de l'argent, à réduire les dépenses. Les frais de location, de modernisation, de maintenance du matériel étant à peu près incompressibles, le seul moyen de les limiter reste la sous-estimation du travail des ouvriers et donc la remise en question permanente du « tarif », bien inférieur à Nice à ce qui est pratiqué à Paris. Les plus favorisés sont les typographes en commandite, c'est-à-dire qui bénéficient collectivement d'une commande, par exemple de la publication d'un journal. Le piéçard, c'est-à-dire celui qui travaille aux pièces ou à la ligne, est bien entendu l'éternel sacrifié. Comme le remarquent avec tristesse les délégués venus visiter la section niçoise, « la machine à composer, c'est le chômage par l'expropriation brutale de la seule chose que possède l'ouvrier, le travail. »

Malgré la présence tonique et organisatrice de Victor-Eugène Gauthier, sa volonté de discipliner la revendication ouvrière et la réponse patronale, une certaine confusion règne à Nice dans l'embauche, les salaires et le travail. La solidarité entre ouvriers et patrons héritée de 1848 et préconisée par les amis de Jean Allemane³⁴, semble céder devant la généralisation des machines et les nouvelles conceptions du travail, dans lequel se développe le système de la commandite. Munis du *viaticum*, (150 francs), somme généreusement distribuée par les associations mutualistes de typographes à concurrence de cinq centimes par cotisant et par an, organisée à l'échelon international depuis 1892, des ouvriers itinérants, brouillant le marché du travail local, se présentent chaque année sur la Côte, malgré les mises en garde publiées dans le bulletin syndical pour rebuter les postulants devant les difficultés de l'emploi azuréen³⁵. Les journaux mondains publiés en langue anglaise ou allemande ont leurs propres équipes de compositeurs et de correcteurs qui séjournent à leurs frais quelques semaines, autant de travail en moins pour les Niçois. Le syndicat s'efforcera de réguler le séjour des ouvriers itinérants par un accord avec les imprimeurs qui à partir de 1912 lui fournissent un état de leurs besoins en main d'œuvre. Cette forme de discipline est d'ailleurs mal ressentie par les ouvriers étrangers : ainsi George Edward Simms, typographe pour le compte du quotidien *The Riviera Daily*, n'hésite pas à porter, en 1899, devant le Tribunal de Commerce de Nice, le litige qui l'oppose à son employeur, l'Imprimerie Denis Robaudi, 29 rue Pastorelli. Celui-ci l'accuse, sans raison, d'après ses allégations, d'ivrognerie et d'incompétence. Considérant que la cause du renvoi est insuffisante, le tribunal condamne l'imprimeur à payer la somme exorbitante de 500 francs pour couvrir les frais du retour de Simms à Londres.

Le salaire des ouvriers est donc calculé au plus juste, et les exemples qui ont précédé montrent que le patron est à peine mieux loti. Il a la même vie que ses « typos », et a simplement sur eux l'avantage, sur place, d'un modeste logis que les inventaires nous permettent d'imaginer, la salle à manger et la chambre des parents meublées de noyer, les lits de fer des enfants, quelques couvertures, un peu de linge de maison et de batterie de cuisine, quelquefois une servante dont les gages sont payés avec retard, comme pour Marie Gallois, employée chez le lithographe Dalmet, et heureusement pour elle par Victor Gauthier après la faillite du premier. Proches par la durée du travail qui malgré les vœux pieux des associations de typographes dure plus de dix heures par jour, les ouvriers, nous l'avons vu plus haut, ont

³⁴ Jean Allemane (1843- 1935), apprenti chez Paul Dupont dès 1855, joue un rôle important dans la grande grève de 1862, puis pendant la Commune. Déporté en Nouvelle-Calédonie, de retour en 1880, de nouveau compositeur à la *Presse*, il fonde en 1890 le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire dont il devient député, voyant dans la grève le principal moyen d'action, mais aussi animé du désir d'utiliser la voie parlementaire ; sa position eut peu d'échos à Nice, où les syndiqués approuvaient la position plus conciliante d'Auguste Keufer.

³⁵ Victor Formica, secrétaire de la 19^{ème} section, signale 170 passages d'étrangers munis du *viaticum* pour la seule année 1912, certains reviennent plusieurs années de suite.

bien du mal, s'ils en ont l'ambition, à passer de leur condition à l'état de patron, sinon dans les pas de leur père ou grâce à un héritage. Le docteur Choquet, dans une succession d'articles parus dans la *Typographie française* à partir de 1882, expose les conditions idéales de l'organisation de l'atelier d'imprimerie : des ouvertures pour que tout soit sain et ventilé, une température de 15 degrés, un nettoyage régulier des casses pour éviter le saturnisme, et, pour les travailleurs, la consommation de lait plutôt que de vin. Une bonne poitrine et de bons yeux semblent exigibles, mais la longévité est rare, trente ans semblant l'âge dangereux où les ouvriers commencent à être atteints de la « peste typographique », c'est-à-dire la phtisie, sans compter le rôle pernicieux de l'alcoolisme. A son tour, le docteur Macario donne au *Phare du Littoral*, le quotidien publié par l'imprimerie Gauthier et Cie, une série d'articles sur « L'hygiène des principales professions exercées à Nice ». Le 3 février 1886 il s'agit de l'hygiène des typographes : « L'inspiration de la poussière typographique, jointe à la position inclinée du thorax, peut conduire à la paralysie saturnine, irriter les organes respiratoires et donner naissance à des affections variées de ces voies, et même engendrer la phtisie pulmonaire s'il y a prédisposition à cette maladie. Ce n'est pas tout : la sécheresse de la gorge et du pharynx, provoquée par la poussière, invite les typographes à boire outre mesure et, à la longue, plusieurs de ces ouvriers ne se contentent plus de boire du vin, ils ont recours aux alcooliques et particulièrement à l'absinthe... On s'opposera à l'introduction des poussières en faisant usage d'un tube respiratoire dans lequel une couche de coton cardé, tout en laissant filtrer l'air, retient les poussières. On se baignera plusieurs fois par jour les yeux avec une solution composée de quinze parts de sel, de quinze parts de cognac ou de rhum, et de cent parts d'eau simple. Les typographes des journaux politiques devront s'arranger à ne passer au plus à l'atelier que deux ou trois nuits par semaine. Ces précautions finiront par devenir d'une exécution facile en vertu de l'axiome : l'habitude est une seconde nature ».

Le lavage de la bouche et le brossage des dents dans des lavabos attendant aux ateliers sera préconisé dans les années trente, avant la seconde guerre mondiale.

L'œuvre des Orphelins du Livre, non représentée dans le département, recueille les enfants privés de leurs deux parents. Exceptionnellement le journal signale l'embauche d'un « senior » de quatre-vingts ans : en effet la notion de retraite commence à peine à exister et les sociétés de solidarité en tiennent lieu. Ainsi s'est créée en 1896, à l'initiative de typographes de Monaco et de Beaulieu, la société mutuelle « Les Prévoyants de l'avenir », combinant secours et retraite, dont le journal *Les Rives d'or*, propose le 8 juin les objectifs : "C'est, selon nous, à la classe ouvrière elle-même qu'il appartient de rechercher et de trouver les moyens et ressources nécessaires à l'extinction de la misère, causée trop souvent par une vieillesse prématurée, résultat inévitable d'un trop long labeur. Nous seuls connaissons vraiment nos besoins, nos ressources, et les mesures à prendre pour atteindre un but si longtemps cherché, si longtemps introuvable. En fondant une caisse de retraite établie sur les bases les plus larges, appelant tous les travailleurs à créer, si ce n'est pour eux, du moins pour les générations suivantes, une ressource inépuisable, les fondateurs de la Société de Retraite « Les Prévoyants de l'Avenir », ont compté sur le concours de tous, et ils espèrent que l'idée qu'ils préconisent sera comprise de tous les travailleurs, à quelque classe qu'ils appartiennent. Que chacun se pénétre bien de la force et de l'efficacité d'une société dont les membres innombrables versent une modique cotisation rapportant à perpétuité, et on aura une idée du résultat que nous pourrions atteindre. L'avenir serait moins sombre pour beaucoup d'entre nous si l'œuvre qui vient d'être fondée l'avait été il y a un demi-siècle. "

Une loi est votée le 1er avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuel, commentée par le député Ernest Lairolle dans une conférence qu'il édite chez Victor-Emile Gauthier en 1901. Le 15 septembre 1901 une proposition de loi sera faite à la Chambre : création d'une Caisse de retraite et d'invalidité ouvrières, avec une limite d'âge au travail de soixante ans et même de cinquante-cinq ans pour certaines professions dangereuses ou malsaines ; cela reste

un idéal, et Jean Misère, pseudonyme d'un poète typographe, s'exclame dans *La Typographie française* du 15 mars 1910 :

« C'est moi, Misère, camarades,
Le bon lutteur jamais lassé !!
L'âge venu, quand bête lasse,
Vous faiblirez sous le collier
Il vous dira : « Laissez la place !
Pour le jeune est mon atelier !
- J'ai faim ! - Fallait être économe ! »

Flaminius Raiberti député de Nice s'élève à la Chambre contre les projets de la commission et préconise le remplacement des retraites de vieillesse par une pension d'invalidité. Il refuse l'obligation du projet de prévoyance car, démontre-t-il, 12% seulement des individus parviendront à l'âge de la retraite³⁶. La loi du 30 mars 1900 sur la journée de dix heures ne sera applicable qu'au 1^{er} avril 1904, sauf exceptions : Nice en constitue une, ne serait-ce que dans l'hôtellerie, ce qui peut justifier tous les abus.

L'état des dettes des entreprises mises en liquidation ou en faillite nous donne une idée des salaires, 0, 8 à un franc par jour, quatre francs en moyenne pour un bon ouvrier. Les apprentis, volontiers employés à Nice car plus faciles à congédier la saison finie, émanant la plupart du temps de l'Ecole Don Bosco, savent parfois à peine lire ; en effet leur rôle consiste à recevoir les imprimés au sortir de la presse et à nettoyer les machines ; les patrons se gardent bien de leur apprendre les vrais secrets du métier, réservés, si possible, aux enfants des employés déjà en place, les « attrape-science » ou « enfants de la balle », malgré la convention établie à Lyon depuis 1848, à savoir la proportion d'un apprenti sur trois ans pour huit ouvriers ; ainsi voit-on dans les listes de personnel des familles dont l'âge et la spécialisation se déduisent des salaires qui s'étagent de un à cinq francs. Les « sarrasins », employés provisoires, peu qualifiés, détestés des typographes en place, sont pourtant recherchés par les patrons, particulièrement en cas de grève. On ne les nomme pas encore « jaunes », mais la lyre typographique en trace un portrait peu flatteur.

« Le sarrasin se livre à nos maîtres surpris,
Déchire le tarif et fait baisser les prix.
Il a le teint hâlé, le regard tortueux³⁷
Le visage aviné, le vêtement crasseux. »

Les « typotes », ouvrières dont l'emploi pose problème aux premiers syndicats, n'apparaissent pas dans les listes d'employés que nous avons pour les Alpes-Maritimes où le principal poste d'emploi industriel féminin était la manufacture de tabac. Une école de compositrices avait fonctionné à Paris dès la Convention, mais elles avaient été systématiquement écartées de ces métiers masculins. Dans les documents officiels, on voit apparaître les femmes dans la condition de libraires, souvent épouses des imprimeurs ; elles se révèlent souvent créancières de leurs maris et de leurs fils, mais ne sont pas mêlées aux problèmes de travail, sinon dans le bimensuel *La Typographie française*, que reçoit à partir de sa création en 1881 l'association typographique locale, située au deuxième étage de la Chambre des métiers. La Fédération française des Travailleurs du Livre, constituée en 1881 affirme dans ses statuts la volonté de ses dirigeants d'écarter les femmes et de ne pas les syndicaliser. Eugène Boutmy, auteur du *Dictionnaire de l'argot des typographes*

³⁶ *Le Rabelais*, 20 janvier 1906.

³⁷ « *A bas le sarrasin !* », chanson chantée au banquet typographique du 4 octobre 1846, citée dans le livre de Madeleine Rébérioux, *Les ouvriers du Livre et leur fédération, Un centenaire (1881-1981)*, Editions Temps actuels, 1981.

commente : «L'admission des femmes dans la typographie a eu un autre résultat fâcheux: elle a fait dégénérer l'art en métier.»³⁸

Un article de Jacques Alary livre une statistique inquiétante qui vise probablement à détourner les femmes des ateliers : sur trente-et-une femmes suivies et leurs 141 grossesses, l'intoxication au plomb aurait provoqué 82 avortements, 4 accouchements prématurés, 5 morts-nés, 35 décès d'enfants de moins de trois ans, 14 de trois à dix ans, de quoi dissuader les femmes de tout travail en imprimerie. Plutôt que de « bourrer des lignes », mieux vaut pour elles être l'auxiliaire de l'homme en lui tenant son ménage. La concurrence féminine est redoutée au point de la comparer à celle des machines, ainsi le 1er mars 1899, « la machine à composer, que quelques confrères ont vu fonctionner à l'étranger, est entrée dans la pratique et menace de devenir, dans les mains de certains patrons, une arme encore plus pénible que l'emploi de la femme à la casse. »

La question de l'emploi féminin se pose à Paris, ou à l'occasion d'une grève à Nancy en 1906 ; s'employant à l'imprimerie Berger-Levrault en lieu et place des grévistes, elles sont assimilées aux « sarrasins », employés incompétents salariés au rabais et éventuellement briseurs de grève. L'affaire Couriau³⁹ porte le problème de l'emploi féminin sur la place publique, au moment où le mouvement féministe se développe et où les tensions s'exacerbent. En juillet 1910 la fédération admet leur entrée au Syndicat (les typotes sont alors 12000 sur 64000 employés); mais lorsque Emma Couriau, typote parisienne employée depuis dix-sept ans vient s'installer à Lyon, non seulement le syndicat refuse sa candidature, mais encore expulse son mari sous prétexte qu'il doit se faire obéir de sa femme et l'empêcher de travailler. Auguste Keufer habitué des voyages à Nice récuse l'emploi des femmes et les rend « responsables de la déplorable mentalité dont elles se plaignent, car ce sont elles qui ordinairement sont chargées de l'éducation des enfants.»⁴⁰ Pourtant peu à peu les mentalités évoluent ; la section parisienne s'efforce de grouper les ouvrières et d'obtenir d'elles qu'elles cotisent au syndicat, mais au printemps 1914 les typotes se groupent et forment une Ligue féminine d'action syndicale.

« Le régime capitaliste leur fait de plus en plus une obligation de gagner leur vie elles - mêmes. Le salaire féminin est de moins en moins un salaire d'appoint. Vouloir s'opposer au travail de la femme serait non seulement une utopie, comme celle par exemple de s'opposer à l'invasion de la machine ; ce serait, de plus, une injustice sociale. Cependant un principe doit être absolu : à travail égal, salaire égal », avait énoncé en 1910 dans *la Typographie française* Gabriel Robinet, secrétaire de la 21^{ème} section. Il est vrai que les femmes représentent à la veille de la guerre plus d'un cinquième de l'effectif et Boudet, un collègue du Syndicat arrive aux mêmes conclusions malgré ses déplaisants commentaires : « La femme est malaisément abordable, elle n'a pas de consistance, elle trahit la parole donnée et on ne peut pas compter sur un esprit de suite dans ses actes. Pourtant il faut constituer un comité féminin et qu'elle soit payée au même tarif ». ⁴¹

En fait les typotes sont rejetées si elles acceptent de faire le même travail que les hommes mais à un tarif inférieur. La loi qui a interdit le travail de nuit des femmes l'accepte tout de même de la part des plieuses de journaux payées deux francs le nuit. Les sections des

³⁸ Eugène Boutmy, Dictionnaire de l'argot des typographes, Flammarion, Paris 1883.

³⁹ Marie Victoire Louis, «L'affaire Couriau», N° 7, mars 1988, *Syndicalisme et sexisme*, Collection Textes féministes historiques. Françoise Thébaud, *Ecrire l'histoire des femmes et du genre*, Lettres et Sciences humaines, ENS Editions, Lyon.

⁴⁰ Auguste Keufer, *La Bataille syndicaliste*, 24-25 août 1913.

⁴¹ Le 25 février 1932, un article de Suzanne Grinberg dans le *Petit Niçois* tentait encore de dissuader les femmes de se diriger vers cet emploi, car les patrons ne tiennent pas à avoir des jeunes filles en apprentissage, pour un métier qui en nécessite quatre années. Celles qui sont employées sont simplement «dressées» à accomplir leur tâche.

Alpes-Maritimes ne semblent pas se préoccuper du problème de l'emploi féminin⁴²; elles sont déjà aux prises avec un important chômage local, une forte concurrence saisonnière, une certaine mauvaise foi des patrons qui font des offres à des ouvriers étrangers, boudent ou même refusent la visite des responsables syndicaux, n'appliquent pas le tarif de 5, 50 francs, et embauchent sans scrupules des apprentis qu'ils licencient après quelques semaines. Les communications des sections de Nice, Cannes et Menton consistent essentiellement à rebuter tout nouveau venu en lui dépeignant la situation de l'emploi local sous les couleurs les plus noires, à refuser les billets de loterie de solidarité émis par les autres sections à l'occasion des grèves; cependant elles participent à l'élan national lors de la catastrophe de Courrières. Cannes se plaint de ce que, « dans une ville de saison comme la nôtre, avec la cherté des vivres et des logements, il est impossible avec cinq francs d'y arriver. »

• Joies et tristesses de la vie de typographe

Nice la nuit joue. C'est trois heures,
Place Masséna...
Qui donc, soudain, heurte un trottoir
De son pas net comme un espoir ?
C'est l'ouvrier niçois du Livre.
Il sent le plomb chaud...
Bien vite, d'air pur il s'enivre,
Dès qu'il a fini son boulot ;
Car c'est avant tout un prolo.
Prote, fonctionnaire d'équipe,
Conducteur, correcteur, typo
Qui s'est mis tard à la lino
Et qu'anoblit le vieux principe,
Plombier, clicheur, aide-clicheur,
Mécanicien de rotative, re-
Lieur, papetier ou brocheur,
Et toute fonction d'imprimeur :
C'est l'ouvrier niçois du Livre.

Si la condition d'ouvrier marié et père de famille se révèle très dure avec des fins de semaine dévorées par l'endettement, le travail de typographe s'adapte mieux au célibat, et même à une certaine forme de vagabondage joyeux. Certains ouvriers manquent de sérieux : ainsi est recherché par un entrefilet de la *Typographie française* du 15 juin 1882 Auguste Heuré, « visage rouge, blond avec moustaches, nez écrasé et de travers », vice-trésorier, parti avec le contenu de la caisse de la société typographique niçoise, à savoir deux cent quatre vingt seize francs cinquante centimes. En 1899, Gustave Lardeuse disparaît à son tour, laissant une dette au restaurant et emportant une veste neuve ; son collègue Hyacinthe Nolfi qui avait empoché les cotisations collectées préfère les rembourser... En 1903, le nommé Chassort part pour Clermont-Ferrand en laissant une note impayée de 5,50 francs. Parmi les imprimeurs en faillite, Alphonse Monnier, du 40 Rue Arson, originaire de La Tour du Pin, en

⁴² Cependant, dans ses souvenirs, Victor Formica déplore que le syndicat n'ait pas mis plus d'énergie à interdire le travail de femmes non typographes à partir de 1900, lors de la généralisation de la linotype. Celle-ci provoqua une crise de chômage sans précédent dans la profession. Lorsque des femmes étaient embauchées, la plupart du temps par relations, elles n'avaient pas suivi le cursus de l'apprentissage et se formaient sur le tas, ce qui était en principe interdit aux hommes. Un procès du Syndicat contre M. Amerio, metteur en pages au *Phare du Littoral*, qui voulait apprendre le fonctionnement de la linotype à sa nièce, fut d'ailleurs perdu (Voir plus loin l'affaire de la *Dépêche*).

Isère, se fait remarquer à partir de 1906 par l'importance de ses impayés en matière de boissons gazeuses, de vins et spiritueux, et de tabac, qui équivalent à ceux de papier et de matériel, mais aussi une note de médecin. Une consultation est alors un luxe. Trois confréries viennent au secours des trop pauvres en particulier au moment des obsèques, celles de la Croix, du Saint Sépulcre, et de la Trinité, aux pénitents blancs, bleus et rouges; elles vont jusqu'à donner 20 sous par jour pendant quelques semaines. On peut aussi se faire hospitaliser en cas d'extrême nécessité à l'hôpital Saint Roch aux frais de la ville. Les premières sociétés de secours mutuels peuvent secourir ceux des ouvriers qui sont à jour de leur cotisation, mais celle-ci est élevée pour un budget ouvrier.

Le rapport fourni par le marquis de Châteaugiron, consul de France à Nice, à la demande du gouvernement français (7 mars 1848)⁴³, sur la vie ouvrière dans les Etats sardes, fait état de la relative sobriété des ouvriers sauf le samedi, où ils dépensent souvent une bonne partie de leur salaire hebdomadaire. La nourriture, bien que fondamentale, n'est pas un poste de dépense bien coûteux pour ces hommes simples qui s'adaptent aux produits de saison: un premier repas de pain tartiné d'huile d'olive avec un gros oignon, le repas de midi composé d'un morceau de stockfish et d'une soupe à gros vermicelle, le soir de la soupe avec du pain trempé, en été des tomates crues, des anchois, des oignons et des fruits, beaucoup d'ail. Les protéines manquent. Le vin donne du sucre et l'illusion d'être bien nourri mais se consomme surtout au cabaret en fin de semaine. Après 1860 la condition s'améliore; les produits laitiers et la viande restent l'apanage du luxe mais le café et ses succédanés se généralisent le matin.

Aux dimanches généralement chômés s'ajoutent une vingtaine de jours de fête, quatre ou cinq par saison, rythme qui se restreint avec la généralisation de la commandite. Payés forfaitairement les imprimeurs préfèrent répondre dans l'urgence à certaines commandes sans tenir trop compte des jours chômés. Un fait divers évoque malgré sa tristesse les petits bonheurs de la vie ouvrière, et la solidarité des équipes de typographes. Un beau matin d'avril 1887, une petite bande d'ouvriers du *Phare du Littoral* quitte Nice en barque pour aller passer la journée « dans une petite campagne des environs de Villefranche », peut-être celle du patron, Gauthier, treize à table pour un petit banquet sans doute bien arrosé et égayé de chansons; douze reprennent la mer pour rentrer, mais s'affolent au milieu de la rade car l'eau envahit l'embarcation que leurs mouvements brusques font chavirer. Les habitants de Villefranche et de Passable peuvent recueillir les naufragés dont beaucoup avaient perdu connaissance. Marius Goiran, l'un des plus anciens employés de Gauthier, cinquante ans, père de six enfants, ne peut être réanimé: « Hier matin encore, dans l'atelier noir où il gagnait par un travail acharné le pain de sa nombreuse famille, ce brave homme se plaisait à me vanter les charmes du coquet coin de terre ensoleillé où il allait avec ses camarades chercher quelques heures de repos et où il a trouvé une mort brutale, affreuse, inopinée. » s'attriste Auguste Verquière, l'un des rédacteurs du journal. Vers minuit, c'est Thomas Delponte, un jeune homme de vingt-cinq ans, qui succombe à son tour, tandis que la veuve, tardivement prévenue, et ses enfants se rendent à Villefranche pour reconnaître le corps du pauvre Marius Goiran. Les collègues, « brisés par les émotions de cette cruelle journée », essentiellement Marcel Davezac, président de la Chambre syndicale des Typographes, organisent une souscription à laquelle d'emblée le *Phare* souscrit pour la somme de cinquante francs. Les jours suivants, la souscription se poursuit; on peut y relever les importantes participations de tous les journalistes de l'équipe, du personnel de l'Imprimerie Gauthier et d'autres imprimeries, de l'ingénieur Joseph Durandy, président du Conseil général et du conseil d'administration de l'Imprimerie niçoise, du maire de Villefranche David Pollonais dont le domaine se situait juste au dessus de la plage de Passable. De nombreuses sociétés de

⁴³ Léonce Boniface et Ernest Hildesheimer, «La condition ouvrière à Nice en 1848», Rapport du consul de France à Nice, ADAM Z306, *Nice Historique*, 1959.

typographes répondent à l'appel et envoient des fonds, Toulon, Abbeville, Chartres, Châteauroux. Le journal publie le détail de la répartition des sommes recueillies ; une fois prélevés les frais d'obsèques et de maladie pour deux des naufragés qui n'ont pu reprendre tout de suite leur travail, madame Goiran en reçoit les deux tiers dont une partie dans l'immédiat pour subvenir à ses premiers frais, mais le reste placé à la Caisse d'Épargne lui sera servi jusqu'à extinction sous forme d'une rente hebdomadaire de douze francs. Le tiers restant est partagé entre la veuve du jeune Thomas Delponte et son vieux père à sa charge.

En 1894, deux pauvres piéçards niçois, embauchés dans une imprimerie de Cannes pour donner « un coup de main », s'étaient retrouvés obligés de payer leur chambre, réglable à l'époque à terme échu. Ils s'assurent alors d'un stratagème : l'un ferait le mort, ce que sa maigreur squelettique d'affamé permanent justifierait, tandis que son compagnon se lamentant ferait une collecte pour les obsèques ; cela leur permettrait le paiement de la dette. Ainsi fut fait ; échappant à l'attention compatissante de la logeuse et nanti d'un petit pécule, les deux compères décampèrent vers Nice où ils trouvèrent à s'embaucher comme ramoneurs.

Les ouvriers de l'Imprimerie Coopérative mentonnaise s'octroient en 1905 un petit congé, moins tragiquement interrompu, à l'occasion des festivités carnavalesques. Le retard de parution du *Petit Mentonnais* est excusé par quelques lignes du directeur, Laurent Fornari. « Le vent de folie qui depuis une semaine bientôt souffle sur la ville en liesse s'est introduit jusque dans les ateliers de composition de l'Imprimerie coopérative, et nos braves typos, par la porte entr'ouverte, ont assisté à un défilé bariolé de masques grimaçants. La tentation était trop forte et comme le rire est le propre de l'homme, ils ont lâché leur composteur pour payer eux- aussi leur tribut de reconnaissance à S. M. Carnaval trentième de nom. Les ateliers ont donc été fermés les jours de corso et la parution de notre journal se trouve, de ce fait, reculée de trois jours. Aimables lectrices et amis lecteurs, pardonnez-nous ce léger retard. Quant à nos typos il leur sera aussi pardonné car ils auront beaucoup dansé ! »

La « journée » de travail débute vers 18 heures par la distribution des tâches et se termine après 3 heures du matin. Malgré leur fatigue, les jeunes gens célibataires ont du mal à regagner leur lit, et, suivant l'époque de l'année, foire de Noël, Carnaval, Pâques, se détendent après ces nuits de dur labeur sans journée de repos ; certains fréquentent les maisons closes. Mêlés à leurs collègues « plumitifs », ils font un peu les fous dans l'aube niçoise ; ils achèvent la nuit en mangeant des tripes au marché d'hiver, ou par des randonnées à bicyclette; cultivés, relativement sédentaires dans leur travail, ils éprouvent le besoin d'un « bol d'air » que le cyclisme leur procure, sport qu'ils ne peuvent longtemps poursuivre à cause de leur médiocre santé. Victor Formica, secrétaire de la 19^{ème} section du syndicat, évoque l'envers du décor de cette vie de travail : « Les ouvriers étaient confinés dans la vieille ville. Le gaz n'existait que dans le commerce de luxe et chez quelques riches bourgeois ou de hauts fonctionnaires. Pas d'hygiène, pas de tout-à-l'égoût, des latrines que les paysans des environs venaient vider périodiquement. Ce travail était également pratiqué par une société de vidange appelée « La Rapide », dont le siège était rue Defly. Dans la vieille ville, les waters particuliers à chaque étage étaient rares ; on vidait les pots de chambre le matin dans une cuvette canalisée reliée à la latrine, située à une fenêtre donnant sur la rue. Les rues étaient pavées de galets du Paillon. Les samedis et dimanches soirs, les rues de la vieille ville étaient remplies d'ivrognes. Les ouvriers, qu'ils soient du Livre ou du Bâtiment, allaient facilement au bistrot boire un canon et rentraient chez eux pleins de vin ; les scènes de ménage étaient fréquentes jusqu'en 1905, époque où l'hygiène transforma progressivement les mentalités. »

Les « journalistes », compagnons nocturnes des jeunes typographes, appellation d'abord péjorative pour qualifier la production jugée médiocre d'apprentis littérateurs, moulinent articles, petits billets d'humour, nouvelles, et passent ainsi quelques semaines en vivant de leurs piges et en dépensant le moins possible ; fils de bourgeois, ou débutants ambitieux, aussi mal payés que les typographes, ils s'amusent en brûlant la chandelle par les deux bouts, surveillés discrètement par la police. Elle connaît leur passé et leur parcours,

comme dans le cas de Jean François Louis Merlet⁴⁴ venu de Bordeaux, et peut les suspecter d'espionnage, en ces temps de hantise de la revanche dans une province-frontière. Au nom de leurs idées ou tout simplement pour arrondir leurs fins de mois, quelques typographes profitent de l'usage des machines pour imprimer clandestinement des petites revues, des cartes postales au tirage confidentiel. L'Imprimerie Internationale de Menton est tenue par un Anglais honorablement connu des services de police. Mais l'un de ses ouvriers, un Allemand, Max Teinert, est expulsé pour avoir proféré des injures en allemand au passage de chasseurs alpins, ce qui aggrave son cas : profitant de son travail il avait imprimé et vendu une carte postale arguant d'une présence méphistophélesque à Monaco. D'autres officines sont chargées de travaux douteux et de campagnes de presse en rapport avec le contexte politique; l'essentiel est qu'ils soient bien rémunérés : « L'imprimerie de *l'Indiscret* sera installée à la fin de ce mois (février 1893) rue Biscarra. Nous rappelons que cette imprimerie est spécialement fondée pour imprimer les ouvrages contre le Casino de Monte - Carlo et le gouvernement de la Principauté. »

• Les imprimeurs mêlés à la vie publique

On peut alors se demander si l'imprimeur entretient un rapport idéologique avec ce qu'il se charge d'imprimer. Est-il, comme Max Teinert, un prote industriel, parfois clandestin, qui se sert des presses de son patron pour gagner des petits suppléments de salaire ? Un socialiste passionné et pleins d'idées, comme Emile Rosensthiel⁴⁵ ? Est-il un poète inspiré à ses heures, comme Victor-Eugène Gauthier ou Gustave Richardet ? Un brave artisan comme Vidal, de Cannes, qui a prêté ses presses à Georges Honoré Bon pour la sortie de *L'Avenir des Alpes Maritimes* en 1886, son « éducation plus qu'incomplète le mettant dans l'impossibilité de contrôler ce qu'il imprime, n'ayant pas d'opinions, ni bonnes, ni mauvaises », et donc déchargé devant la politique de toute responsabilité ? Un homme arrivé, comme Joseph Ventre, devenu juge au Tribunal de commerce?⁴⁶ Tous les cas de figure se rencontrent, autant chez les patrons que chez les ouvriers. La personnalité des imprimeurs apparaît peu à travers les journaux, sinon par des faits divers, des annonces les concernant, ou des notices nécrologiques. L'activité professionnelle des plus importants d'entre eux est souvent liée aux relations qu'ils entretiennent avec les municipalités qui leur font obtenir des

⁴⁴ Jean François Louis Merlet, né à Bordeaux le 22 avril 1878, fils d'un fonctionnaire de la mairie de cette ville, fait un premier séjour à Nice à la fin de 1901. Sous différents pseudonymes, il collabore successivement au *Phare du Littoral*, au *Petit Niçois* et à *L'Eclair* pour de petites et talentueuses rubriques, des portraits, des impressions, des reportages. *Le Réveil de Cimiez*, de la Comtesse de Lagrange, annonce dès l'hiver 1902 sa collaboration comme responsable de la rubrique musicale et artistique, et des conférences consacrées à des pièces d'avant-garde d'Oscar Méténier et d'Aurélien Scholl, mais aussi aux mystiques flamands. Un rapport de police rassure le 19 novembre 1902 le consul d'Angleterre, à la suite d'une rixe entre le jeune journaliste et des sujets de Sa Majesté : Merlet est d'une famille modeste, mais honnête, a fait la désolation de ses parents par son conduite, sans qu'on puisse lui reprocher aucun acte vraiment répréhensible. Assagi, il prend pied à l'Athénée comme conférencier attitré et se fait avantageusement connaître. Délaissant ses compagnons typographes pour des artistes et des écrivains plus célèbres dans la bohème niçoise, comme le peintre décadent Alexis Mossa ou le sulfureux Jean Lorrain, critiquant le « bourgeoisisme vain » des spectateurs du Carnaval de carton d'une Nice « tout oriflammée », il assure de novembre 1905 au 21 mai 1906 la direction de *L'Echo de Beausoleil et de Monte Carlo* puis celle du délicieux *Tout Nice* pendant une courte saison en 1909-1910. Il y laisse pour Menton "La légende du citronnier". Ce feu-follet quitte Nice pour d'autres cieux en 1915.

(ADAM 4 M 1406 ; *Nice Historique*, 1996, N° 3 - 4, *Tout Nice*, 2 décembre 1910)

⁴⁵ Emile Rosensthiel, né en 1892 à Joinville (Haute Marne), fils d'un imprimeur installé 1 Rue Penchienatti. On retrouve son nom, associé à celui de Léotardi, sur certaines publications de 1898 à 1903. Il faisait partie d'une organisation anarchiste implantée à Vence et dotée d'une "colonie" à Courmettes-sur-Loup, pour laquelle il publiait en 1925 *Le Végétalien*.

⁴⁶ Joseph Ventre, né à Nice le 25 mars 1853, apprenti, puis ouvrier chez Charles Cauvin en 1869, intéressé aux bénéfices en 1885, associé en 1890, membre du Conseil des Prud'hommes, devint propriétaire du fonds en 1900.

marchés officiels, ou avec la Principauté de Monaco, qui les soutient en échange de campagnes de louanges. Les plus anciennes officines ont parfois partie liée avec les hôtels qui publient par leur intermédiaire, comme l'Hôtel Cosmopolitan dans les années quatre-vingt, leur propre liste d'hôtes étrangers. L'une des vocations des journaux mondains étant de porter un message publicitaire, ces imprimeurs plutôt hommes d'affaires s'intéressent à cette source de financement et hésitent à s'impliquer lorsque le message est par trop politique. Les petits artisans par contre sont prêts à accueillir ceux des journaux mondains qui ont des difficultés financières, ou qui professent des idées qu'ils partagent. L'étude de quelques journaux satiriques, se révélant dans l'ironie par les personnalités qu'ils épinglent, est relativement éclairante. *La Cravache* avoue son opposition au maire Alfred Borriiglione et à son journal *Le Petit Niçois*, et conte ses déboires dans le numéro du 25 février 1883 : « Nos premiers imprimeurs ont refusé l'impression de *La Cravache*. Puis Berna et Barral quoique payés d'avance ont refusé de livrer, et nous avons dû nous adresser à un troisième imprimeur. Nos lecteurs remarqueront qu'il est difficile d'être indépendant à Nice. Nous surmonterons néanmoins nos difficultés. » Finalement *La Cravache* est imprimée par Ardoin Frères, 29 Avenue de la Gare, mais en 1883 le gérant est l'imprimeur Charles Riche, de l'Imprimerie Moderne, 14, Rue Halévy, qui imprime aussi *Le Sphinx*. En 1892, Charles Riche est devenu l'un des rédacteurs de *La Cravache* et signe des articles critiquant A. Cagnoli, architecte de la Mairie de Nice ; le fils Cagnoli, imprimeur, le gifle et lui promet le même traitement à chaque rencontre. Riche lui répond qu'il portera son revolver sur lui en permanence. L'Imprimerie Moderne semble disparaître, peut-être à la suite de l'inondation de ses locaux, et *La Cravache* sort des presses de Victor Barès, puis de Goiran Frères. L'imprimeur Malvano, qui gère l'Imprimerie anglo-française, appelée ensuite Lithographie parisienne Malvano-Mignon, assigne en correctionnelle pour diffamation le personnel de *La Cravache*, toujours lui, en novembre 1885. Mais, après avoir été mis en cause en 1876 pour avoir prêté la main à une brochure contre Monaco signée de Louis Smyers, un ingénieur belge spécialiste du genre et déjà auteur de sept pamphlets antijeux, il est devenu une notabilité, juge au Tribunal de Commerce, et a quasiment un statut d'imprimeur officiel : « M. Malvano, maître-imprimeur, vient d'être nommé officier d'Académie. Depuis quelques années il a consacré une partie de son temps à la chose publique ... avec l'appui du maire Sauvan etc ... »⁴⁷ Malvano a sûrement bénéficié d'une subvention pour imprimer *Le Messager franco-russe*, chargé de la publicité des emprunts russes. L'imprimerie Malvano est la seule à Nice à posséder des caractères cyrilliques, comme celle de Beaulieu qui imprime *Le Russe sur la Riviera*. Il est aussi possible qu'elles se servent toutes deux du local de la rue Longchamp, seule imprimerie à posséder encore des caractères cyrilliques en 1948. Trois ans plus tard, le même journal se charge du récit des obsèques de Léonie Malvano, épouse de l'imprimeur. Quant à la Typographie Cauvin-Empereur, qui imprime *La Gazette de Nice et des Alpes Maritimes* en 1881 et soutient, son nom l'affirme hautement, les « impérialistes » - nous dirions « Bonapartistes » - contre les Républicains, elle appartient aux frères Flaminius et Auguste Cauvin, acheteurs pour 16 000 francs du *Fantasio* au maire Alfred Borriiglione, qui se servit de cet argent pour fonder *Le Diable à Quatre*. Accusé à deux reprises de tentatives de chantage et de diffamation contre le tribunal de commerce, qualifié dans le *Fantasio* de « repaire de brigands », Auguste Cauvin purgea une pénible peine à la prison de Nice, essayant d'échapper à la promiscuité des délinquants de droit commun et au régime général, tandis que Flaminius était en fuite. La Typographie Cauvin devint l'Imprimerie Ventre, dont le propriétaire était, coïncidence surprenante, président du Tribunal de Commerce⁴⁸. Ce

47 ADAM 4 M 485. *Le Messager franco russe*, 9 mars 1902, puis 1er janvier 1905.

48 Voir fichier cité plus haut, *Le Sphinx*, 1883 et *La Cravache*, 17 janvier 1886. L'imprimeur Ventre fut plus tard récompensé par la Médaille du Travail (*L'Union artistique et littéraire*, 27 octobre 1900) qui couronnait une longue carrière, d'apprenti à patron.

dernier n'avait-il pas contribué par intérêt à la ruine des frères Cauvin ? En somme, la politique à l'échelon national donne une impulsion en quelque sorte idéologique, comme nous l'avons vu lors de la création du *Phare du Littoral*, opposant à Napoléon III en 1865. Il en est de même pour *Le Réveil de la Montagne* du républicain Raphaël Bischoffsheim en 1895, ou la *Dépêche de Nice* en 1907, publiée par Etienne Ghilini 7 rue Deloye. Mais c'est la politique municipale qui permet à ces journaux de durer, à ces imprimeurs de rentrer dans leurs fonds et d'amortir leurs dépenses, en leur donnant une partie du travail local : affiches du Comité des Fêtes, publications judiciaires, état civil, annonces légales. Lorsque Victor-Eugène Gauthier bénéficie des publications des personnalités qui passent l'hiver sur la Côte, ce sont ses concurrents qui ont la plupart des petites publications officielles.

Les contraintes particulières à la presse niçoise nécessitent une grande adaptabilité des entreprises. Devant les nombreux changements d'imprimerie au cours de l'existence de certains titres de journaux, on peut penser que cette instabilité reflète les difficultés qu'imposent leur parution saisonnière, leur diffusion et leur tirage restreints, un financement aléatoire et un bénéfice pratiquement inexistant. Si nous prenons l'exemple du *Petit Poète*, il débute sa destinée de journal poétique chez Joseph Barral, 14 rue Chauvain, sous la plume de Pierre Ozelin :

« C'est à l'imprimerie aux deux messieurs Barral
Que se fait éditer ce tout petit journal.
Si jamais vous entrez dans cette imprimerie
(Au 14, Rue Chauvain, près de la boucherie)
Vous verrez qu'il s'y fait tous les plus grands travaux :
Lettres de faire-part, brochures et journaux ;
Cartes pour le commerce et cartes de visite.
Son important matériel
Permet de contenter chacun et tout le monde. »

Mais ensuite il passe successivement à l'imprimerie du Bd de Sainte Agathe, chez Malvano, à Antibes chez Emile Pierron, à l'Imprimerie coopérative mentonnaise, à l'Imprimerie des Alpes Maritimes, puis 17 Rue Paganini à Nice.

La plupart des journaux de saison, clientèle la plus lucrative des petits imprimeurs de la Côte, débutent leur parution dans la dernière semaine de novembre, et la terminent en mars-avril. Très rares sont ceux qui la poursuivent en été, et cela se fait alors à un rythme bien plus lent. En effet les riches résidents fuient les malsaines chaleurs du littoral méditerranéen pour d'autres stations des bords de l'océan, ou d'altitude. En cas de cessation de parution, les journaux entraînent leurs imprimeurs dans leur faillite. Devant la déconfiture du journal dont il est le représentant devant la Chambre de Commerce, *L'Impartial*, société anonyme, Jean de Peretti della Rocca, journaliste, préfère donner sa démission dans une lettre à en-tête du *Réveil de la Montagne* : le voilà en effet chargé de diriger ce journal du haut pays pour le compte du banquier nouvellement impliqué en politique Raphaël Bischoffsheim. L'Imprimerie des Alpes-Maritimes, 16 rue François de Paule, chargée de l'ancien comme du nouveau quotidien, y trouvera probablement son compte.

Il semble y avoir une certaine spécialisation des imprimeries niçoises : pour les journaux en dialecte niçois on s'adresse à l'Imprimerie niçoise, 8 Descente Crotti, comme la *Socca* en 1893 ou la *Ratapignata*, ainsi que pour des journaux satiriques ou très engagés, comme le *Cyrano* en 1902. Pour les illustrations on s'adresse à l'imprimerie Malvano-Mignon, Lithographie parisienne, dont l'intitulé dénote l'aspiration à une qualité digne de celle de la capitale. *Nice artistique et industriel* débute chez le lithographe Davin à partir de 1894. *L'Avenir des Alpes-Maritimes* de Georges Honoré Bon va de l'Imprimerie Berna et Barral à l'Imprimerie Robaudi ; celle-ci, dont le patron est franc-maçon, devient l'Association typographique pour publier l'*Avenir* avec le républicain Bon. Le *Littoral*, le *Littoral illustré*

forment la Société d'imprimeries et journaux du Littoral, et collaborent pour les illustrations avec l'Imprimerie Mouillot à Paris.

La complexité des relations des directeurs de journaux et de leurs imprimeurs peut se lire dans les nombreux changements d'officine qui affectent les plus instables, souvent les plus fragiles. Sur le diagramme qui montre l'évolution par année du nombre de nouveaux journaux et les changements d'imprimerie pour ceux déjà en cours de publication, on peut observer une alternance de périodes propices aux changements ou aux nouveaux titres, et d'années plus pauvres. Elles reflètent tout un contexte affectant la ressource touristique, rendant peu opportune et peu rentable la parution de nouveaux journaux. Les grandes imprimeries comptent de plus en plus sur les journaux à grand tirage, politiques, quotidiens ou sportifs. Les deux années 1880-1881 groupées permettent de mieux mesurer l'effet des lois sur la presse et l'essor de l'industrie de l'imprimerie avec un renouvellement de cet élan en 1883 par l'effet de l'Exposition Universelle de Nice. La création d'éphémères petites feuilles de caricature matérialise le courant d'opposition au maire Alfred Borriglione. La crainte de la part des hivernants raffinés d'avoir à supporter une foule d'indésirables explique le creux de 1884, suivi d'un regain d'activité pour les élections législatives de 1885, affrontement d'Alfred Borriglione et Flaminius Raiberti. Les "valeurs stables" de la presse, assez peu sensibles à la politique locale, restent fidèles à leur imprimeur mais le traumatisme du tremblement de terre de février 1887 se prolonge dans la morosité économique. Les petites feuilles satiriques donnent un élan ponctuel à des officines minuscules : « L'imprimerie de *L'Indiscret* sera installée vers la fin de ce mois -12 février 1893 - 28 rue Biscarra. Nous rappelons que cette imprimerie est spécialement fondée pour imprimer les ouvrages contre le casino de Monte-Carlo et le gouvernement de la Principauté. »

La relance des placements financiers dans les années 1893-1895, les efforts du gouvernement français pour promouvoir l'alliance russe par le biais des emprunts permettent une aide au financement de certains journaux⁴⁹, mais dans l'ensemble la presse ne retrouve pas pendant cette période l'envolée qui avait été la sienne au début des années quatre-vingt. L'Exposition Universelle de 1900 draine vers la capitale foules de touristes et hommes de plume qui délaissent le littoral, mais après ce passage à vide une dynamique nouvelle marque le changement de siècle. Des organes de combat, comme la *Lutte sociale*, dirigée par le militant socialiste Charles Bovet, cherchent à trouver leurs marques... et leurs imprimeurs : « Un incident, non de machine, mais d'imprimeur, nous a empêché de paraître la semaine dernière... Notre ex-imprimeur, M. Léotardi, d'Antibes, après avoir mis à la composition du journal la lenteur la plus désespérante, a finalement refusé de s'en séparer : nous avons dû laisser 2500 exemplaires à ses bons soins. » Bien que débiteur d'un arriéré vis-à-vis d'un imprimeur qualifié de « perfide », le rédacteur du journal estime plutôt que les pressions contraires à la diffusion d'un numéro spécial destiné à un vaste lectorat ont été les plus fortes.

Certes la dominante aristocratique a perdu l'exclusivité, mais le journal mondain a trouvé un nouveau rythme. Il se destine à une clientèle plus parvenue, moins élitiste peut-être dans ses choix et sa morale, mais ardente à profiter de la fête des sens qu'offre l'hiver azuréen et à expérimenter le fruit des inventions modernes. La « Belle Epoque » prend une allure endiablée, celle du « Manifeste futuriste » que Filippo Marinetti publie dans *Le Figaro* du 20 février 1909 ; automobile, téléphone, apéritifs, cigarettes, mais aussi nouveaux combats idéologiques et entrée en force au sein des rédactions de personnalités hors normes, osant avouer leur rejet de tout moralisme⁵⁰. Les nouveaux titres alors foisonnent dans une presse

⁴⁹ *Le Messenger franco russe* par exemple. *La Lutte sociale*, 19/10/1902.

⁵⁰ " *La littérature ayant jusqu'ici magnifié l'immobilité pensive, l'extase et le sommeil, nous voulons exalter le mouvement agressif, l'insomnie fiévreuse, le pas gymnastique, le saut périlleux, la gifle et le coup de poing. Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle : la beauté de la vitesse. Une automobile de course avec son coffre orné de gros tuyaux tels des serpents à l'haleine explosive, une automobile*

plus diverse, non seulement à Nice, mais dans les autres stations hivernales à l'exception du creux de 1909. On peut même remarquer des créations de titres en 1914, certains à but notoirement politique, comme le *Méphisto*, ou *L'Atrium*, d'autres plutôt littéraires, comme *L'Aloès*. Par contre, l'édition locale d'œuvres littéraires marque le pas, concurrencée sans merci par l'édition parisienne. Alors que dans la génération de la fin de l'Empire et des débuts de la République une certaine tradition littéraire se maintenait sur place, avec des éditions locales d'œuvres qui pouvaient avoir une vie nationale, Paris aspire de plus en plus la vie intellectuelle de la région, qui n'en offre qu'un pâle reflet de plus en plus provincial. La forte politisation du début du siècle, l'Affaire Dreyfus, les prémices de la guerre, la transmission rapide des nouvelles par le télégraphe font de la presse locale et par conséquent de l'imprimerie l'émule de la presse parisienne, en lui faisant perdre toute saveur locale, marginalisant complètement l'imprimerie dialectale.

Peu à peu, l'achat de machines, la fourniture de documents officiels, l'impression de journaux à fort tirage, groupe dans les centres les plus importants des installations presque industrielles, dont les patrons deviennent des notables. Isaac Malvano, de l'Imprimerie anglo-française, est nommé officier d'Académie, Louis Ventre devient Président du Tribunal de Commerce ; Louis Andrau résistera par les gros tirages de sa *Côte d'Azur sportive*, dont on peut visiter la salle des machines et le salon de lecture place des Phocéens, au traumatisme de la guerre de 1914-1918 ; Louis Raviola, époux d'une comtesse allemande, concentrera autour de l'*Eclaireur de Nice* les publications les plus favorables à l'Italie et l'Allemagne. Par contre, les frères Barral préfèrent quitter Nice pour Menton, où leur Imprimerie coopérative se sent plus à l'aise, tandis que leur confrère Emile Rosensthiel choisit Vence pour abriter ses publications à tendance anarchiste, comme le *Végétalien*.

Une fois établis, ou en tout cas devenus respectables, les patrons imprimeurs suivent la tradition des banquets typographiques, très forte dans la corporation depuis 1830. Sous des bouquets de drapeaux français, italiens, suisses, belges, s'allongent des tables fleuries où se mêlent ouvriers et imprimeurs, désormais immortalisés par des portraits de groupe ; des chants et des poésies proclament la fraternité des typographes et leur rôle de promoteurs des droits syndicaux. Les dates favorables sont le jour de l'Ascension, le lundi de Pentecôte, ou le 6 mai, fête de la Saint Jean Porte Latine⁵¹, patron des imprimeurs. En juin 1891, à l'occasion de la visite à Nice d'Auguste Keufer⁵², président de l'Association typographique, Victor-Eugène Gauthier fils envoie six mille invitations pour un banquet, un concert et un bal au Casino de la Jetée, auquel assistent de nombreuses notabilités, dont le préfet Henry. Un concours est ouvert aux typographes pour l'impression du menu. L'imagination créatrice des jeunes ouvriers peut se donner libre cours dans ces compétitions qui les valorisent. Le lendemain, Auguste Keufer visite les imprimeries Barès, Ventre, Giletta, puis se rend au

rugissante, qui a l'air de courir sur de la mitraille, est plus belle que la Victoire de Samothrace ..." Filippo Marinetti, *Le Figaro*, 20 février 1909.

⁵¹ L'ensemble du petit matériel des typographes, composteur, pinces, galées, c'est-à-dire le plateau portant les pages composées, s'appelait le « Saint Jean », leur costume traditionnel, la blouse noire, Quant à l'évangéliste martyrisé sous le règne de Domitien, jeté dans l'huile bouillante devant la porte éponyme, il symboliserait l'imprimerie : la Porte latine, un livre ouvert ; l'huile bouillante, l'encre grasse.

⁵² Auguste Keufer (1851 – 1924) fut secrétaire général de la Fédération française des Travailleurs du Livre de 1884 à 1920, et vint à plusieurs reprises visiter les sections des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes, où ses qualités à la fois mondaines et diplomatiques furent très appréciées. Partisan convaincu des idées positivistes d'Auguste Comte, il sut maintenir habilement l'équilibre entre la « Presse », majoritaire à Paris, et le « Labeur », essentiel en province, les maîtres imprimeurs et les ouvriers, le rôle éminent de l'Etat dans l'éducation et la régulation des inévitables transformations, et celui, dynamique, de la C. G. T. Le bimensuel *La Typographie française* donne les intéressants compte-rendus de ses voyages en province et en particulier à Nice. A partir de 1895, les Congrès jugés trop dispendieux devant la crise de la profession et la baisse des cotisants s'espacèrent et n'eurent lieu que tous les cinq ans. Après la guerre Auguste Keufer fut remplacé par Liochon, secrétaire adjoint depuis 1912.

cimetière de Beaulieu sur la tombe de Victor-Eugène Gauthier. A Menton, il ouvre une nouvelle section autour de Joseph Berna, directeur de l'Imprimerie coopérative mentonnaise. L'année suivante, les fêtes typographiques rassemblent cent vingt ouvriers autour du président de l'Association Marcel Davezac. Victor Garien représente la presse quotidienne tandis que Henry Hardy-Polday, figure éminente de la presse hebdomadaire⁵³, dit son poème « *La Chanson du Typo* », sur la musique de Davezac.

« Nobles artisans de la casse,
Seigneurs du Lignomètre et autres lieux divers
Je vous salue !... et veux, sous cette dédicace,
Célébrer votre éloge en vers.....
Partout quand, pour l'exemple, on veut citer modèle
De travailleur honnête, intelligent, fidèle,
On dit en levant son chapeau :
C'est le Typo. »

Après avoir évoqué le travail ingrat du composteur, obligé de remédier aux griffonnages de plumes qui souvent « extravaguent », Hardy-Polday montre le rôle de précurseur de la profession dans le domaine social et la solidarité:

« Pendant que vous êtes solides,
Songeant aux maux d'autrui, vous tournez vos regards,
Vers ceux qui ne sont plus ou pas encor valides,
Les apprentis et les vieillards.
La retraite aux Anciens, aux Faibles l'assistance,
C'est le progrès futur ! Vous avez pris l'avance
Sur la marche des temps... Bravo
Pour le Typo ! »

L'auteur déclame ensuite ses quatrième et cinquième couplets qui veulent montrer la méfiance de la politique chez le « Typo », et revendiquent pour lui une place au Conseil municipal qui vient de créer une Bourse du Travail :

« Et puisqu'à la classe ouvrière,
La Ville daigne enfin donner place au soleil,
M'est avis qu'on eût dû vous donner la première.
C'était profit pour le Conseil !
Votre esprit cultivé s'ouvre à tous sans mécomptes,
Et vous avez prouvé – j'en atteste vos comptes –
Qu'on sait équilibrer l'impôt
Chez le Typo. »

Survivant valeureux de la bataille de Champigny⁵⁴ ardent nationaliste et revanchard, Henry Hardy – Polday, «le regard plein d'esprit et de finesse, frémissant de sincérité», termine son envolée lyrique par un appel patriotique, n'oubliant pas sans doute que les

⁵³ Directeur du *Rabelais*, hebdomadaire satirique publié chez Victor-Eugène Gauthier et Cie à partir de 1880, ancien combattant de la guerre de 1870, il « met le patriotisme en bouteille à son profit », et semble chargé de la lutte contre le séparatisme et les jeux en Principauté.

⁵⁴ Entre le 30 novembre et le 2 décembre 1870, de sanglantes batailles mirent aux prises à Champigny, sur la Marne, Prussiens et Français, parmi lesquels les Corps francs, composés entre autres de nombreux Niçois, de Lorrains et de Parisiens ardemment républicains, eurent un rôle héroïque. Nombre d'entre eux se retrouvaient à Nice pendant la Saison et régnèrent sur la vie intellectuelle de la Côte pendant les premières années de la République. *Le Rabelais*, 17 mars 1906, Buste de Hardy Polday par F. Stecchi.

typographes n'adhèrent pas à l'Association Internationale des Travailleurs⁵⁵ et de ce fait ne furent pas interdits après la Commune :

« Vive la joie et la goguette !
Aujourd'hui, c'est la paix, tous dangers écartés.
Mais n'oublions jamais qu'un ennemi nous guette,
Jalouxant jusqu'à nos gaîtés...
S'il fallait resubir les heures de souffrance,
Qui viendrait, l'arme au bras, pour l'honneur de la France,
Se grouper autour du Drapeau ?
C'est le Typo. »

A cette occasion, un nouveau groupe syndical est fondé à Cannes, la 38^{ème} section. Carrousels, stands de tir, animent la fête tandis que imprimeurs et invités entonnent l'hymne célèbre « A la . . . A la . . . A la . . . à la santé du confrère . . . » qui se chante un verre à la main, et se conclut sur le refrain :

« A boire ! ... A boire !...A boire !...
Nous laisserez-vous sans boire ?...
Non ! ...
Car les typos n'sont pas si fous,
Pour se quitter sans boire un coup ! ... »⁵⁶

• Les originalités de l'action syndicale dans les Alpes-Maritimes

Ces festivités, si elles montrent combien les imprimeurs sont mêlés à la vie publique locale, veulent aussi rappeler l'appartenance ouvrière de ce secteur d'emploi et concrétiser une symbiose rare entre salariés et patrons. Elles ne sont parfois qu'une façade, et rendent plus difficile la lutte des ouvriers pour améliorer leur condition, car devant la concurrence et la crise, les patrons les plus ouverts, comme le fils de Victor-Eugène Gauthier, usent pourtant de tous les stratagèmes pour éviter les augmentations de salaire; quant aux « canardiens », heureux bénéficiaires d'un poste dans la presse, ils veulent conserver leurs privilèges et la régularité de leur travail même si cela se fait au détriment de leurs collègues moins bien lotis. Le typographe, proche de la presse, a fait bénéficier son travail de ses progrès techniques et du développement de son habileté. Avec des machines de plus en plus perfectionnées, c'est tout un savoir personnel qui devient inutile et cet état de choses rend le travail inhumain. L'un des inspirateurs de l'action syndicale, Fernand Pelloutier (1867-1901) publie, en 1895, son livre *La vie ouvrière* et rédige pour le 1er mai de la même année le *Manifeste des Bourses du Travail*, pour «poursuivre l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres.». Les valeurs d'autonomie, de responsabilité et d'innovation, fierté des typographes, se réinstallent dans l'action syndicale, donnant un sens à des bouleversements qui les dépassent.

Les débuts de celle-ci à Nice sont laborieux ; des réunions clandestines se tiennent dans l'arrière-boutique d'un café du quartier Saint Etienne ; la première assemblée

⁵⁵ A l'exception du relieur Eugène Varlin (1838–1871). Autodidacte, de souche paysanne, ouvrier relieur, il devient secrétaire correspondant de l'Internationale, rencontre Karl Marx à Londres, et participe au Congrès de Genève en septembre 1866. Convaincu de la nécessité des grèves, favorable à l'accueil de la main d'œuvre féminine, emprisonné trois mois en 1870 pour activités subversives, il représente le VI^{ème} arrondissement à la Commune élue le 18 mars 1871. Il est tué sur les barricades le 28 mai 1871, dernier jour de la Semaine sanglante.

⁵⁶ Les paroles furent écrites sous le Second Empire, au moment de la grève chez l'imprimeur Paul Dupont, sur un air de chasse connu par deux typographes, Adda-Dorgel et Paddy. Il en existe des versions allemandes et anglaises.

constitutive du Syndicat réunit cinquante-trois inscrits fondateurs dans une buvette- restaurant de la rue de l'Arc, aujourd'hui rue Benoît Bunico. Le premier trésorier, Louis Simon, conservera sa fonction pendant trente ans, notant sa comptabilité, alors sommaire, sur un cahier d'écolier. La Chambre syndicale des ouvriers typographes de Nice, fondée officieusement en 1880, apparaît au grand jour avec la loi du 21 mars 1884; elle compte 114 membres en 1893.

La Bourse du Travail, inaugurée à Nice en 1893 dans l'ancien palais communal sur l'initiative du maire Alziari de Malausséna, grâce à l'appui de Flaminius Raiberti député de Nice, contrôlée plus tard par Honoré Sauvan, le « maire du peuple », est considérée pourtant comme une « école préparatoire de l'anarchie internationale » pour l'éditorialiste du *Monde Elégant* ; boudée par la plupart des syndicats et même concurrencée par une Bourse du Travail indépendante, en 1897, elle abrite à partir de 1903 la C.G. T., dont les suggestions anticapitalistes inspirent une grande méfiance aux « donneurs d'ordre » de la presse. Tandis que certains hebdomadaires, *L'Hiver au Soleil* entre autres, considèrent la Loi Waldeck-Rousseau de mars 1884, accordant la liberté d'exister aux syndicats professionnels, comme le « cancer de la République », dont celle-ci est appelée à mourir, d'autres sous-entendent que ce moyen d'action est en fait une ruse pour se reposer de la part des grévistes. Moins qu'ailleurs encore, l'action syndicale n'est aucunement facilitée sur la Côte par la fréquentation rentière, conservatrice, et saisonnière. Patrons et ouvriers seront contraints à une attitude moins intransigeante qu'ailleurs, à l'exception de la Corse où les conditions de travail sont encore plus précaires que dans les Alpes-Maritimes. Une section syndicale, émanation niçoise, sera tout de même fondée à Bastia⁵⁷. Le secteur de l'imprimerie, s'il fut un élément moteur de la solidarité ouvrière, ne le fut ni de l'action syndicale, ni de l'action politique, fonctionnant finalement de manière assez corporative, en quelque sorte en circuit fermé. Les syndicats de l'imprimerie et de la presse se démarqueront d'ailleurs de la C. G. T. dès 1908.

Les premières revendications, classiques, portèrent sur l'établissement d'un « tarif »; les syndiqués souhaitaient qu'il comporte le calibrage de la « ligne » à partir de l'alphabet de vingt-cinq lettres, en tenant compte des diverses surcharges (italiques, intercalation de signes, alignement, etc.), et le paiement des salaires avec un tiers seulement en monnaie de billon⁵⁸, le reste en argent. Les contestations pour le travail individuel aux pièces ne manquaient pas, allant jusqu'à un échange de gifles entre un patron et un ouvrier qui quitta Nice pour se fixer en Suisse. Le travail de piéçard ne fut cependant abandonné qu'en 1920, avec la généralisation de la « commandite ». Au bout de plusieurs années de négociations, on parvint à se mettre d'accord sur la base d'un tarif à quatre francs cinquante centimes pour dix heures de travail, mais seules les maisons sérieuses, Gandini, Malvano, Gauthier payaient leurs bons ouvriers au tarif et à l'année, les autres n'accordaient ce salaire qu'à leur prote au tablier, une sorte de contremaître. De 1881 à 1897 il n'y eut pratiquement pas de grève dans la 19^{ème} section du syndicat des typographes. Les revendications trouvaient leur solution après de longues palabres en commissions mixtes où le *Labeur* était poussé à tout accepter ; mais en novembre 1897, les patrons se montrèrent peu enclins à porter le salaire de base à 5 francs 50 centimes pour dix heures de travail, leur principal argument étant la concurrence que leur faisaient les sections voisines de Cannes, Antibes, et même Draguignan.

« Cette grève de 1897 fut mémorable, pas tellement par sa durée, car elle ne dura que quelques jours, mais par les incidents qu'elle provoqua : *l'Eclaireur* menait le combat des imprimeurs contre les ouvriers, et recruta des « sarrasins », professionnellement lamentables,

⁵⁷ E.D., «Les fondateurs du syndicalisme, Fernand Pelloutier(1867-1901)». *L'Ouvrier du livre niçois*, janvier 1936.

⁵⁸ Cette habitude était encore fréquente dans le mode de paiement des ouvriers : ainsi à Saint-Jean-Cap-Ferrat les manœuvres qui extrayaient les pierres destinées à la construction du port de Monaco étaient payés en jetons de nickel et de cuivre auxquels on attribuait arbitrairement une valeur (*La Griffes*, 25 mars 1905).

le Petit Niçois en fit autant. Le confrère Louis Simon, l'un des fondateurs du Syndicat, accrocha un « sarrasin » place de l'Eglise du Vœu et le placarda par un direct contre le mur de la sacristie. Certains apprentis de Don Bosco, à l'instigation de leurs parents, quittèrent l'établissement pour aller remplacer les grévistes à l'Imprimerie des Alpes-Maritimes qui était l'imprimerie du journal *La Croix* ; cela laissa croire que cet établissement voulait briser la grève, préjugé qui demeura longtemps, malgré le démenti formel de la maison qui par la suite refusa de reprendre les mêmes apprentis ; ceux-ci durent changer de profession. Devant la résistance ouvrière et le peu de résultats donnés par les « sarrasins » le patronat céda. La lutte n'en continua pas moins avec *l'Eclaireur* pivot de la résistance patronale. Cette maison très bonne avait le tort de vouloir pratiquer un paternalisme qui consistait à accorder le « tarif » aux ouvriers les plus capables par un dessous de table : cela leur permettait de toucher un salaire plus élevé que le tarif maison »⁵⁹.

Pendant ce temps, dès 1891, les syndiqués avaient fondé la Mutuelle du Livre, qui exigeait de ses membres l'adhésion au syndicat ; celui-ci alors doubla ses effectifs, succès qui fut marqué par une grande fête organisée au Palais de la Jetée-Promenade. Par la suite et jusqu'en 1895 les fêtes au profit de la Mutuelle eurent lieu à la gare des Chemins de fer de Provence, alors entourée de terrains vagues ; par faveur spéciale des jeux de petits chevaux de bois y furent autorisés jusqu'à cette date et rapportèrent de substantiels bénéfices. Ceci explique en partie le succès de cette sorte de kermesse, les jeux d'argent étant alors interdits sur la Côte, territoire français, quand ils étaient permis à Monaco.

Après la grève de 1897 il n'y eut plus de mouvement social important, et les ouvriers obtinrent sur place des résultats mitigés. En novembre 1898 l'ébauche d'un conflit fut précédée par une réunion des patrons imprimeurs pour discuter des tarifs ; ils s'étaient probablement mis d'accord sur leur maintien, alors même que leur révision, prévue pour avoir lieu tous les cinq ans, devait avoir lieu le 15 octobre. Accusé d'une certaine collusion avec eux par Victor Robespierre, pseudonyme de l'éditorialiste de l'hebdomadaire *L'Aigle de Nice* du 2 octobre 1898, le président du Syndicat des typographes, Béjot⁶⁰ – « Nous ignorons quelle est la situation de fortune de ce citoyen, mais nous constatons qu'il a tout ce qu'il faut pour devenir patron ! » - ne put empêcher les ouvriers réunis à la Bourse du Travail dès le 16 novembre à cinq heures du matin de recourir à la grève ; « calmes et dignes » ils demandèrent l'arbitrage des autorités ecclésiastiques pour les apprentis présentés par l'Ecole professionnelle Don Bosco et l'intervention à ce sujet de l'Inspection du Travail : les parents pressés de voir leurs enfants gagner leur vie les incitaient à prendre la place des grévistes, même à très bas salaires. L'Imprimerie Malvano, dont le patron utilisait le travail de nuit sans supplément de salaire, de même que sa femme directrice d'un commerce d'habillement, était particulièrement visée.

«Les typographes de notre ville ont cessé de travailler à partir du 1er novembre. Aussi nos journaux quotidiens sont-ils particulièrement en souffrance... Parmi les patrons imprimeurs le plus irréductible est, paraît-il, le conseiller municipal Malvano, celui-là même qui a capté la confiance des électeurs sous l'hypocrite dénomination de CANDIDAT OUVRIER. Il est bon de signaler la sincérité de tels hommes.»⁶¹

Après quatre jours et demi de grève « la persévérance de la dix-neuvième section fut récompensée par une nouvelle fixation du tarif ». En fait, la direction du journal *Le Littoral* fit probablement échouer le mouvement en accordant à ceux de ses ouvriers qui ne se ralliaient pas à la grève une gratification de deux francs, et en augmentant tous les non - syndiqués.

⁵⁹ *La Lutte sociale*, 5/12/1897, Souvenirs de Victor Formica, op.cité.

⁶⁰ A la suite de cet épisode, Béjot devint prote « à manchettes », c'est-à-dire représentant du patron, d' « une grande imprimerie de la ville ».

⁶¹ *La Croix des Alpes-Maritimes*, 6 novembre 1898.

Certains patrons, comme Alfred Rossetti, hostiles aux syndiqués refusèrent de rencontrer le délégué parisien venu en tournée.

Malgré les perspectives d'embauche que l'on pouvait espérer de l'Exposition Universelle de 1900, qui devait « présenter des manifestations de l'Art nouveau et du goût français, bien meilleur que le goût allemand en matière d'éditions rares » – en cette situation internationale tendue et sur la toile de fond de l'Affaire Dreyfus la poussée de fièvre patriotique atteignait même l'imprimerie !-, le départ pour la capitale était tout à fait déconseillé aux compagnons victimes de l'état précaire de la typographie française. Une caisse fédérative de chômage avait été créée pour aider les camarades, pour cela il était fortement recommandé de régler sa cotisation annuelle, qui d'ailleurs augmenta régulièrement à partir de 1901, un franc par semaine en 1908 : cela représentait l'équivalent d'un repas familial, un gros sacrifice en somme ; seuls les cotisants avaient la perspective d'être indemnisés pendant plus d'une année en cas de perte d'emploi. Pour stimuler le trésorier dans sa collecte, il avait été décidé que la trésorerie percevrait 0,05 francs sur chaque cotisation, ce qui provoqua un petit drame, le trésorier de l'époque, un pauvre piéçard, ayant cru qu'il pourrait s'approprier ladite somme ; il dut la rembourser sur des livres neufs qu'il avait en réserve, car il avait bien sûr tout dépensé.

A son retour de l'Exposition, le délégué de la section niçoise, Antoine Bellumore⁶², ramena un superbe rapport qui lui valut la médaille de vermeil de la municipalité, peut-être une sorte de prix de consolation pour la docilité et la résignation dont les typographes niçois faisaient preuve ; il y constate la supériorité des linotypes⁶³ qui vont générer une nouvelle catégorie de spécialistes de haute qualification. En fait pour ceux qui eurent la chance d'être recrutés dans cette spécialité, la vie de travailleur devint moins pénible, avec un salaire avantageux de huit francs quarante centimes et un horaire fixe, quoique nocturne, de sept heures. Au dernier renouvellement du tarif avant la guerre, qui eut lieu en 1905, les équipes de presse bénéficièrent du même horaire. Le repos hebdomadaire, revendication tellement peu crédible à Nice qu'il fit l'objet d'un char au Carnaval de 1907, « Le repos des dromadaires », représentant une demi-mondaine allongée sur trois de ces « vaisseaux du désert », n'interviendra qu'après 1920. D'ailleurs, commente Auguste Keufer lors du vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la Fédération française des Travailleurs du Livre, « il est du devoir de chacun de chercher à acquérir les connaissances techniques approfondies qui deviendront de plus en plus indispensables par suite de l'introduction de ces nouvelles machines dans les ateliers. » Auguste Keufer compte sur les difficultés du nouveau système d'impression pour renforcer la qualification et la polyvalence des ouvriers ; la durée de l'apprentissage⁶⁴ est portée à cinq ans et la proportion d'apprentis à un sur cinq employés,

⁶² Antoine Bellumore avait participé à la sortie tragique des typographes à Villefranche en 1887. Pendant la période anarchiste, en 1894, le Gouvernement rendu méfiant par la succession des attentats avait fait voter les « Lois scélérates » qui se proposaient de surveiller les syndicats ; à la suite de ce vote, pendant plus d'un an, Antoine Bellumore, président du Syndicat des Typographes niçois, avait dû se présenter tous les soirs au Commissariat de police pour signer un registre de présence avant de se rendre à son travail, au *Phare du Littoral*. Il était employé à l'Imprimerie niçoise lors de la faillite de cette dernière le 25 février 1905. Il resta responsable de la section niçoise jusqu'en 1910, date à laquelle le titre de Président du Syndicat fut supprimé pour montrer que la direction appartenait en fait à la base.

⁶³ Les trois premières linotypes furent installées au *Phare du Littoral*, chez Victor-Eugène Gauthier et Cie ; les autres quotidiens, le *Petit Niçois*, *L'Eclair*, ne furent pas en reste, et il y eut bientôt sur le pavé niçois soixante chômeurs irrécupérables, car âgés de plus de quarante ans et incapables de faire autre chose que de bourrer des lignes. La plupart finirent leurs jours misérablement car à cette époque la solidarité avait ses limites et concernait essentiellement, on l'a vu, ceux qui cotisaient. Le directeur du journal *La Dépêche* ayant dans un but charitable engagé à la linotype un ouvrier père de six enfants qui n'était pas passé par la filière de l'apprentissage dut le renvoyer devant les protestations du Syndicat (Victor Formica, ouvrage cité).

⁶⁴ Première année dans les maisons sérieuses et à l'Institution Don Bosco : travail et présence sans aucune rétribution ; années suivantes, salaires progressant suivant assiduité de 25 à 50 centimes par jour ; mais à la fin

pour limiter la concurrence sur place et opérer une sorte de malthusianisme professionnel. Il n'empêche que la « crise typographique » s'accroît avec l'exode des travaux d'impression et d'édition locaux, confiés à des maisons extérieures.

« Les commerçants et industriels qui favorisent cette concurrence se rendent, sans le vouloir, complices d'une honteuse exploitation et condamnent au chômage une grande partie de pères de famille qui, eux, consomment à Nice et aident, avec leurs maigres ressources, à la prospérité du commerce niçois. »⁶⁵

La grève des tramways de 1902 eut des répercussions dans tout le milieu ouvrier niçois : le refus de la direction d'augmenter les salaires entraîna des arrêts de travail en cours de journée ; un des wattmans arrêta sa voiture au niveau de la Porte Fausse et lança ses manettes dans le Paillon, alors découvert ; derrière cette voiture furent bloquées plusieurs rames. Un ouvrier typographe se sentant solidaire fit coucher femme et enfants devant le tramway tandis que d'autres renversaient les voitures sur la chaussée. Le soir un meeting place Saint François, « la place de Grève niçoise », fut dispersé par la police, mais la fusillade déclenchée ne mit à mal que les becs de gaz. La Bourse du Travail fermée par le maire Honoré Sauvan, les ouvriers se réunirent le lendemain dans une petite salle de la rue Fodéré, sous la présidence d'Antoine Bellumore, mais le commissaire de police vint malgré les protestations expulser tout le monde, le tout sans incident grave. Après d'autres réunions au Café de Rome, à l'angle de la place Garibaldi, la tension s'apaisa autant chez les traminots que chez les typographes, qui, devant la fermeture maintenue de la Bourse du Travail, privés de leurs archives et de leur bibliothèque, se réunissaient au siège de la Mutuelle du Livre, 4 rue du Marché. En fait les mouvements de grève furent tués dans l'œuf, si l'on en croit une série d'articles de *l'Action socialiste* intitulés *La terreur chez les typos*, par les menaces de renvoi exercées sur les ouvriers par certains patrons, dont Fortuné Robaudy⁶⁶, de Cannes, « qui n'hésite pas, par patriotisme, sans doute, à recruter... à l'étranger. » Malgré la « protestation énergique » de la 38^{ème} section du Syndicat du Livre, celle de Cannes, le journal maintint sa version et réclama du syndicat jugé trop conciliant « un peu plus de vitalité ». Les grèves étaient de toute façon mal ressenties à Nice où le travail avait dans la plupart des branches un aspect saisonnier. Alfred Donadei, avocat puis homme politique, qui avait terminé ses études de droit par une thèse sur les *Conséquences du droit de grève au point de vue pénal et au point de vue civil*, éditée par l'Imprimerie du *Petit Niçois*, avait constaté la quasi impossibilité d'appliquer ce droit dans les Alpes-Maritimes⁶⁷. Le Syndicat des Travailleurs du Livre poussa les représentants du personnel des imprimeries de la région à militer pour obtenir la journée de neuf heures. *La Jeune Provence*, seul hebdomadaire à se faire le témoin bienveillant du conflit d'avril 1906 entre les patrons de Cannes, Cruvès,

de la cinquième année on est encore très loin du tarif syndical, quelle que soit la valeur du jeune ouvrier. En 1906 un procès fut fait à l'imprimeur Ventre pour l'obliger à accorder le tarif syndical à un jeune ouvrier très capable entré dans sa sixième année de travail. Aussi nombre d'apprentis cherchaient simplement du travail aux pièces pendant la saison d'hiver. Le patronage Saint Pierre de Don Bosco, place d'Armes, avait été en 1875 la première institution de ce type installée en France sous les auspices de l'évêque Pierre Sola et des frères salésiens, recueillant chaque année environ trois cents enfants pauvres éduqués et placés dans des ateliers d'apprentissage. Entre 1880 et 1896 plus de 1500 enfants étaient passés par cette institution, dont cinquante étaient devenus prêtres et trois cents typographes. La typographie était en effet l'un des principaux objets d'intérêt de l'œuvre dont le fondateur tenait à la fois aux aspects techniques, culturels et religieux. (*La Croix des Alpes-Maritimes*, 28 février 1898)

⁶⁵ *L'Action démocratique des Alpes Maritimes*, 11 novembre 1906

⁶⁶ Fortuné Robaudy (1842-1927), d'abord employé au cabinet de lecture Visconti, à Nice, fit fructifier à Cannes un petit fonds de librairie qui s'appuya sur la parution d'un journal, le *Littoral*. Avec son employé devenu son neveu par alliance, puis son associé et successeur, Emile Baussy, il désarma à plusieurs reprises les grévistes en leur allouant une petite indemnité forfaitaire au lieu d'une augmentation ou de la journée de huit heures. (*La Jeune Provence*, 28 avril 1906)

⁶⁷ Jean Jolly, *Dictionnaire des Parlementaires, 1960-1977*. Paris PUF, 1977.

Guiglion, Andrau et Vidal, et les typographes en grève, en donne les raisons : « Ce mouvement était basé sur des considérations qui n'offrent que peu d'intérêt pour des profanes : la diminution du nombre de chômeurs par le fait de la réduction des heures de travail ; la pénétration de la machinerie dans les imprimeries ; la mauvaise hygiène de la plupart des ateliers ; les habitations nouvelles qui forcent, par les loyers trop élevés, les ouvriers à s'extérioriser, leur occasionnant ainsi une fatigue supplémentaire d'une ou deux heures. » Les imprimeurs auraient donné leur accord à condition que cette avancée sociale, contraire à leurs intérêts, étant donné le caractère de Cannes, ville de saison, soit suivie par leur principal concurrent, Emile Baussy, « mauvais génie, parvenu ayant oublié son origine », typographe promu directeur de la Société d'Imprimerie et Journaux du Littoral, ancienne Imprimerie Robaudy. Mais Baussy, fort de la clientèle du maire de Cannes André Capron, président du conseil d'administration de la Société, dans la perspective de la campagne électorale de ce dernier qui prévoyait d'éliminer ainsi ses concurrents, refusa d'accéder à toute demande ouvrière, et proposa les services de « jaunes », et même les siens propres, à ses collègues pour casser le mouvement, « faisant montre d'un égoïsme sans pitié, ne cachant pas sa haine de l'ouvrier et laissant apercevoir un cœur sec et vide de nobles sentiments ». Menacés de renvoi, les ouvriers du Littoral se contentèrent d'une indemnité de quarante sous. Finalement, seuls les ouvriers des imprimeries Cruvès et Ghiglion osèrent suspendre le travail. Certains ouvriers furent tout simplement menacés de renvoi par leur patron cannois, Vidal, lui aussi « ancien typo qui a oublié ses origines ». Cet argument utilisé déjà pour Baussy montrait que les liens sacrés entre patrons et ouvriers, valorisés au temps de la grande époque de 1848, ne pouvaient tenir dans un contexte de crise et de concurrence « sauvage ». En 1906, le syndicat décida d'une grande fête pour les vingt-cinq ans de sa fondation. Il fut décidé d'une amnistie pour ceux qui n'étaient pas à jour de leur cotisation ; ils purent assister au banquet dans un établissement de Cimiez. On fit même crédit à ceux qui ne pouvaient régler leur participation de 3,50 francs et qui remboursèrent à raison de 0,50 francs par semaine. Les membres du Syndicat patronal furent également invités. Ces agapes traditionnelles manifestaient la reconnaissance collective aux tenaces et habiles négociateurs.

Les grèves de l'année 1909 n'atteignirent pas leur objectif, réduire la journée de travail à neuf heures. Auguste Keufer considérait d'ailleurs à la même époque la durée du travail de huit heures comme un objectif encore lointain, les dix heures étant encore très fréquentes dans l'industrie du Livre.

En somme, la loi Waldeck-Rousseau avait accordé la liberté aux syndicats professionnels. Mais la « crise typographique » ôtait toute initiative de mouvement aux ouvriers menacés de renvoi en cas de revendications et capables, en désespoir de cause, d'y renoncer. Comme l'avait énoncé en 1882 le journal niçois *Le Conservateur*, « les ouvriers de bon sens ne se révoltent pas, ils travaillent et arrivent à l'aisance par l'économie. A un référendum présenté par leur fédération et demandant s'ils étaient partisans de la journée de neuf heures, il fut répondu : Non. »⁶⁸

Le Syndicat se préoccupa de parfaire la formation des apprentis qui laissait beaucoup à désirer en organisant des cours à la Bourse du Travail ; le patronat fournit du matériel d'apprentissage, des casses pleines de caractères neufs, des blocs en bois figurant les casses, des manuels de base. Parmi les élèves, certains étaient encore illettrés et trois ne purent finalement suivre les cours. Le titre de « Président du Syndicat » était supprimé depuis 1910 : les décisions venant de la base, une telle fonction n'avait plus de raison d'être, et il fut décidé qu'à chaque réunion on nommerait un président de séance. A la veille de la guerre, le Syndicat se fit novateur en créant un bureau de placement ; celui-ci essayait de mettre en rapport des parons en demande d'un certain type d'ouvriers, et des camarades en recherche

⁶⁸ *L'action socialiste*, 27 novembre 1910, 22 et 26 mars 1911.

d'emploi qui, dans cette période d'évolution des savoirs, avaient des capacités sans être toutefois complètement performants dans les nouvelles techniques. Cela leur évitait des déboires, car ainsi ils n'acceptaient pas n'importe quel travail à n'importe quel prix, quant aux patrons, ils savaient à quoi s'attendre et étaient protégés en cas d'embauche d'employés paresseux, «soulards» ou indéliçats car le règlement était très strict. Beaucoup de fantaisistes, des «rouleurs», cherchaient à se faire embaucher mais se contentaient de lézarder au soleil avec un salaire minimal qui suffisait à leur bohème, enlevant ainsi le « pain de la bouche » de gens plus sérieux et moins malins. Au mois d'août 1914, le tarif syndical est de 6 francs pour les ouvriers «conscience», 7 francs pour les linotypistes de jour, 8 francs 40 pour les linos de nuit, tarif qui restera le même jusqu'en mai 1919, date officielle de la démobilisation. A partir de cette date, les tarifs connaîtront plusieurs augmentations importantes, dues à l'action du Syndicat autant qu'à l'inflation⁶⁹.

Ainsi l'étude d'un secteur important quoique discret de l'économie azurienne pendant la Belle Epoque nous permet-il de confronter une classe de petits patrons, encore bien proches de leurs origines ouvrières, et défendant leurs intérêts dans un contexte de crise, et leurs employés, modestes travailleurs qui ont constitué une élite par leur savoir et leurs aspirations, mais subissent la dure loi de la concurrence.

Comme dans beaucoup d'autres perspectives esquissées en ce début de vingtième siècle sur la Côte d'Azur, laboratoire d'idées et d'innovations, l'industrie de l'imprimerie, confrontée à un machinisme brutal, tenta de protéger ses travailleurs par une action syndicale souple et adaptée, donnant un sens à des bouleversements qui dépassaient les hommes, tout empreinte du sourire que l'on pouvait attendre d'un ciel presque toujours propice.

La Guerre de 1914–1918, ses coupes sombres parmi les actifs, l'avancée massive des jeunes femmes sur le marché du travail, l'accélération des progrès techniques, la nécessité accrue de capitaux devaient achever dans les Années Vingt de faire disparaître le milieu mystérieux des typographes, sans en gommer complètement la profonde solidarité. Dans cette période de grandes mutations, l'industrie de l'imprimerie niçoise se révéla capable de s'adapter à un environnement changeant et conserva à la vie de travail fécondité et créativité ouvrières.

⁶⁹ « Sur les salaires », *L'ouvrier du Livre niçois*, janvier 1936. La journée de neuf heures est pratiquement acquise sans diminution de salaire en 1906. En 1919 la loi met tous les travailleurs à égalité en votant la loi des huit heures, puis en 1936 la semaine de quarante heures. L'augmentation rapide des salaires après-guerre s'explique par l'inflation. (Salaires en francs : C: Ouvriers dits «Conscience», sans spécialisation. L. J: Linotypistes de jour. L.N. : Linotypistes de nuit.)

Date	08/14	05/19	05/20	12/23	12/24	03/26	10/26	12/27	12/28	02/30	04/30	06/30
C.	6	11,5	22	24	28	30	36	38	42	43	44	45
L.J.	7	12,5	24	26	30	33	39	42	45	46	47	48
L.N.	8,4	13,9	26	28	35	37	42	46	50	51	52	53

